

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

# *Bulletin officiel*

*Août 2010*

Directeur de la publication : Guillaume Boudy  
Rédactrice en chef : Pascale Compagnie  
Secrétaire de rédaction : Éric Rouard  
Contact : Véronique Van Temsche  
Contact abonnement : Claude Gardeur

Imprimerie du ministère de la Culture  
et de la Communication

Ministère de la Culture et de la Communication  
Secrétariat général  
Service des affaires financières et générales  
Sous-direction des affaires immobilières et générales  
Mission de la politique documentaire  
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670 (version imprimée)  
ISSN : 2105-2441 (version en ligne)

# SOMMAIRE

## Mesures de publication et de signalisation

### **Administration générale**

- Page 7 Décision du 30 juillet 2010 autorisant la revalorisation des honoraires des médecins agréés auprès de l'administration.
- Page 7 Arrêté du 30 juillet 2010 relatif à la prestation d'aide à la rentrée scolaire.
- Page 8 Arrêté du 30 juillet 2010 relatif à la prestation d'aide à la garde des enfants handicapés des agents du ministère de la Culture.
- Page 8 Décision du 25 août 2010 relatif à l'intérim des fonctions de directeur régional des affaires culturelles d'Auvergne.

### **Archives**

- Page 9 Arrêté du 27 juillet 2010 fixant la composition du comité d'hygiène et de sécurité spécial « filière archives » auprès du comité technique paritaire spécial de la direction générale des patrimoines.
- Page 11 Arrêté du 27 juillet 2010 portant nomination (régisseur de recettes et d'avances) (M<sup>me</sup> Colette Tindille).

### **Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou**

- Page 11 Décision n° 0190-N du 3 août 2010 portant modification de la décision du 17 décembre 2003 portant organisation du Centre Pompidou.

### **Centre des monuments nationaux**

- Page 13 Décision n° DS IL 2010-09-Adm du 31 août 2010 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 14 Décision n° DS IL 2010-10-Adm du 31 août 2010 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 14 Décision n° DS IL 2010-11-Adm du 31 août 2010 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 15 Décision n° DS IL 2010-12-DREC du 31 août 2010 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 16 Décision n° IL/DS-2010-13 du 31 août 2010 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

### **Éducation artistique - Enseignement - Recherche**

- Page 17 Décision du 5 juillet 2010 portant nomination des membres du comité technique paritaire de l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes.
- Page 17 Décision du 5 juillet 2010 portant nomination des membres du comité d'hygiène et de sécurité de l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes.

### **Grand Palais des Champs-Élysées**

- Page 18 Décision n° 2010-11 du 19 août 2010 portant délégation de signature à titre temporaire au sein de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées.

### **Musées**

- Page 19 Arrêté du 17 juin 2010 fixant la composition du comité d'hygiène et de sécurité spécial des musées et domaines de Compiègne et de Blérancourt auprès du comité technique paritaire spécial de la direction générale des patrimoines.
- Page 20 Arrêté du 18 juin 2010 fixant la composition du comité d'hygiène et de sécurité spécial du musée et domaine du château de Pau auprès du comité technique paritaire spécial de la direction générale des patrimoines.
- Page 22 Arrêté du 27 juillet 2010 fixant la composition du comité d'hygiène et de sécurité spécial « filière musées » auprès du comité technique paritaire spécial de la direction générale des patrimoines.
- Page 23 Arrêté 27 juillet 2010 fixant la composition du comité d'hygiène et de sécurité spécial du musée d'Archéologie nationale et domaine national de Saint-Germain-en-Laye auprès du comité technique paritaire spécial de la direction générale des patrimoines.
- Page 25 Décision du 18 août 2010 portant délégation de signature au musée des Arts asiatiques Guimet.
- Page 25 Décision du 18 août 2010 portant délégation de signature au musée des Arts asiatiques Guimet.

### **Propriété intellectuelle**

- Page 25 Arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. David Tuahivaatetonohiti).
- Page 26 Arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Franck Maurin).
- Page 26 Arrêté du 28 juin 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Florent Lavigne).
- Page 26 Arrêté du 28 juin 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Pierre-Yves Guessant).
- Page 27 Arrêté du 28 juin 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Jean-Paul Pelé).
- Page 27 Arrêté du 28 juin 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Gérard Ganvert).
- Page 28 Arrêté du 28 juin 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M<sup>me</sup> Ourdia Tararbit).
- Page 28 Arrêté du 6 juillet 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M<sup>me</sup> Sandra Deneufbourg).

Page 28	Arrêté du 8 juillet 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M <sup>me</sup> Sylvie Nard).
Page 29	Arrêté du 8 juillet 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Loïc Allio).
Page 29	Arrêté du 6 août 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Pascal Brissy).
Page 29	Arrêté du 23 août 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M <sup>me</sup> Mylène Innocente).
Page 30	Arrêté du 23 août 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M <sup>me</sup> Mylène Innocente).
Page 30	Arrêté du 23 août 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Anthony Sitbon).
Page 30	Arrêté du 23 août 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Anthony Sitbon).
Page 31	Arrêté du 23 août 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Benoît Solignac-Lecomte).
Page 31	Arrêté du 23 août 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Benoît Solignac-Lecomte).
Page 32	Arrêté du 23 août 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Salah-Eddine Anteur).
Page 32	Arrêté du 23 août 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Stéphane Baracassa).

## Mesures d'information

Page 33	<b>Relevé de textes parus au <i>Journal officiel</i></b>
Page 39	<b>Réponses aux questions écrites</b> (Assemblée nationale et Sénat)
Page 45	Bulletin d'abonnement.



# Mesures de publication et de signalisation

## ADMINISTRATION GÉNÉRALE

### Décision du 30 juillet 2010 autorisant la revalorisation des honoraires des médecins agréés auprès de l'administration.

Vu le décret n° 86-442 du 14 mars 1986 relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté du 15 avril 1982 fixant la rémunération des médecins assermentés et agréés auprès de l'administration visés par le décret n° 59-310 du 14 février 1959 (abrogé par le décret n° 86-442 du 14 mars 1986),

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Les honoraires des médecins agréés sont fixés comme suit en dérogation de l'arrêté du 15 avril 1982 :

Les expertises effectuées par des médecins généralistes et spécialistes sont rémunérées au tarif de la consultation affecté du coefficient 3,5.

Les expertises effectuées par des médecins professeurs sont rémunérées au tarif de la consultation affecté du coefficient 6.

**Art. 2.** - La présente décision est applicable à compter du 1<sup>er</sup> août 2009 aux expertises effectuées par les médecins dont les noms figurent en annexe.

**Art. 3.** - Le secrétaire général est chargé de la mise en œuvre de la présente décision.

Le secrétaire général,  
Guillaume Boudy

### Annexe

#### Médecins généralistes rémunérés au tarif de la consultation affecté du coefficient 3,5 :

D<sup>r</sup> Dumon

D<sup>r</sup> Watel-Dehaynin

D<sup>r</sup> Grillet

D<sup>r</sup> Poirot-Delpech

#### Médecins spécialistes rémunérés au tarif de la consultation affecté du coefficient 3,5 :

D<sup>r</sup> Gozlan

D<sup>r</sup> Hainault

D<sup>r</sup> Lestrade

D<sup>r</sup> Millet

D<sup>r</sup> Cohen

D<sup>r</sup> Coscas

D<sup>r</sup> Jossay

D<sup>r</sup> Ficat

D<sup>r</sup> Courtat

D<sup>r</sup> Istria

D<sup>r</sup> Segalas-Talous

D<sup>r</sup> Maloux

D<sup>r</sup> Frebault

D<sup>r</sup> Jaconelli

D<sup>r</sup> de la Tour

#### Médecins professeurs rémunérés au tarif de la consultation affecté du coefficient 6 :

D<sup>r</sup> Gorin

D<sup>r</sup> Lebeau

D<sup>r</sup> Leger

### Arrêté du 30 juillet 2010 relatif à la prestation d'aide à la rentrée scolaire.

Vu la loi de finances pour 2010 n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 ;

Vu le décret n° 2009-1745 du 30 décembre 2009 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 2010 ;

Vu les avis du Comité national d'action sociale du 4 février et 6 juillet 2010 ;

Sur proposition de la secrétaire générale adjointe, présidente du CNAS,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le montant de la prestation d'aide à la rentrée scolaire évolue désormais en fonction du niveau scolaire de l'enfant comme suit :

	Montant alloué
Par année scolaire par enfant scolarisé au collège	100 euros
Par année scolaire par enfant scolarisé en lycée	280 euros
Par année scolaire par enfant inscrit dans un établissement d'études supérieures	420 euros

**Art. 2.** - La prestation fait l'objet d'un versement annuel. Le dernier versement intervient au titre de l'année du vingt-cinquième anniversaire de l'enfant.

**Art. 3.** - Le versement de la prestation est soumis aux plafonds de ressources « culture ».

**Art. 4.** - La prestation est facultative et versée dans la limite des crédits disponibles.

**Art. 5.** - Le présent arrêté prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010.

**Art. 6.** - La secrétaire générale adjointe, présidente du CNAS, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Pour le ministre et par délégation :  
Le sous-directeur des politiques de ressources humaines  
et des relations sociales,  
Christian Nègre

**Arrêté du 30 juillet 2010 relatif à la prestation d'aide à la garde des enfants handicapés des agents du ministère de la Culture.**

Vu la loi de finances pour 2010 n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 ;

Vu le décret n° 2009-1745 du 30 décembre 2009 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 2010 ;

Vu les avis du Comité national d'action sociale du 4 février et 6 juillet 2010 ;

Sur proposition de la secrétaire générale adjointe, présidente du CNAS,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Il est créé une prestation d'aide à la garde des enfants handicapés des agents du ministère de la Culture.

**Art. 2.** - La prestation fait l'objet d'un versement annuel. Le dernier versement intervient au titre de l'année du vingtième anniversaire de l'enfant.

**Art. 3.** - Le montant de la prestation est fixé pour l'année n à 50 % des frais de garde déclarés attestés en année n-1.

Le montant maximum alloué varie en fonction du nombre d'enfant comme suit :

	Montant maximum alloué
1 enfant de 6 à 12 ans	500 euros
2 enfants de 6 à 12 ans	550 euros
3 enfants et plus de 6 à 12 ans	600 euros

Ce montant maximum est augmenté de 50 euros par enfant supplémentaire au delà du troisième.

**Art. 4.** - La prestation est facultative et versée dans la limite des crédits disponibles.

**Art. 5.** - Le présent arrêté prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Les dossiers de demande doivent parvenir complets au service instructeur avant le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année.

**Art. 6.** - La secrétaire générale adjointe, présidente du CNAS, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Pour le ministre et par délégation :  
Le sous-directeur des politiques de ressources humaines  
et des relations sociales,  
Christian Nègre

**Décision du 25 août 2010 relatif à l'intérim des fonctions de directeur régional des affaires culturelles d'Auvergne.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret du 23 juin 2009 relatif à la composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-994 du 25 mai 2007 relatif aux attributions du ministre de la Culture et de la Communication,

Décide :

**Article unique :**

M<sup>me</sup> Agnès Barbier, inspectrice et conseillère de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle, est chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des affaires culturelles d'Auvergne à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010.

Le chef du service des ressources humaines,  
Alain Triolle



## ARCHIVES

### Arrêté du 27 juillet 2010 fixant la composition du comité d'hygiène et de sécurité spécial « filière archives » auprès du comité technique paritaire spécial de la direction générale des patrimoines.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 15 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires, notamment les articles 6, 7, 8 et 11 ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique (modifié en dernier lieu par les décrets n° 95-680 du 9 mai 1995, et n° 2001-232 du 12 mars 2001), notamment les articles 40 et 41 ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités d'hygiène et de sécurité auprès des comités paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein des comités d'hygiène et de sécurité spéciaux institués auprès des comités techniques paritaires du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu les procès-verbaux établis en application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu le procès-verbal de dépouillement des votes pour les élections au comité technique paritaire de la direction générale des patrimoines en date du 2 avril 2010 ;

Vu les désignations effectuées le 26 mai 2010 par le secrétaire général du syndicat CFDT-Culture, et le 21 avril 2010 par le secrétaire général du syndicat CGT-Culture,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Les membres représentant l'administration sont les suivants :

Titulaires	Suppléants
M. Hervé Lemoine Directeur chargé des Archives de France, <i>Président</i>	M. Philippe Barbat Chargé des affaires administratives générales et stratégiques
M <sup>me</sup> Isabelle Neuschwander Directrice du SCN Archives nationales	M. Bruno Gallant Directeur scientifique du SCN Archives nationales site de Paris
M. Pascal Dal Pont Directeur adjoint du SCN Archives nationales	M <sup>me</sup> Sylvie Le Clech Directrice scientifique du SCN Archives nationales site de Fontainebleau
M <sup>me</sup> Martine Cornede Directrice du SCN Archives nationales de l'outre-mer	M <sup>me</sup> Michelle Bournonville Secrétaire générale du SCN Archives nationales de l'outre-mer
M <sup>me</sup> Françoise Bosman Directrice du SCN Archives nationales du monde du travail	M. Cédric Pichoff Secrétaire général par intérim du SCN Archives nationales du monde du travail

**Art. 2.** - Les membres représentant le personnel sont les suivants :

<b>CFDT-Culture</b>	
<b>Titulaire</b>	<b>Suppléant</b>
M <sup>me</sup> Caroline Piketty Archives nationales site de Paris	M. Bouat Archives nationales site de Paris
<b>CGT-Culture</b>	
<b>Titulaire</b>	<b>Suppléant</b>
M. Gérard Bouzin Archives nationales de l'outre-mer	M. Franck Beltrami Archives nationales site de Paris
M. Pierre-Yves Chiron Archives nationales site de Paris	M. Guy Bernard Archives nationales site de Paris
M. Jean-Yves Cornou Archives nationales site de Paris	M. Robert Ducrot Archives nationales site de Paris
M. Dimitri Douillot Archives nationales site de Paris	M. Hubert Gauthier Archives nationales site de Paris
M <sup>me</sup> Isabelle Foucher Archives nationales site de Paris	M. Dimitri Keltchewsky Archives nationales site de Paris
M. Frédéric Hillairin Archives nationales site de Paris	M <sup>me</sup> Margaret Stern Département de la formation scientifique et technique
M <sup>me</sup> Christelle Lavigne Archives nationales site de Paris	M. Wladimir Susanj Archives nationales site de Paris
M <sup>me</sup> Özgül Verzeau Archives nationales site de Paris	M. Joël Tauziède Archives nationales site de Paris

**Art. 3.** - Les médecins de prévention sont les suivants :

- D<sup>r</sup> Odette Tencer
- D<sup>r</sup> Kirstein Schmidt
- D<sup>r</sup> Catherine Boudouresque

**Art. 4.** - Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Pour le ministre de la Culture et de la Communication et par délégation :  
Le directeur général des patrimoines,  
Philippe Bélaval

### **Arrêté du 27 juillet 2010 portant nomination (régisseur de recettes et d'avances).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code pénal, notamment son article 432-10 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

Vu l'arrêté du 4 juin 1996 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances, modifié par l'arrêté du 28 janvier 2002 ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2008 portant application des articles 19 et 20 du décret n° 2008-277 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'arrêté 8 juillet 2010 portant institution d'une régie de recettes et d'avances auprès du service interministériel des Archives de France du ministère de la Culture et de la Communication,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M<sup>me</sup> Colette Tindille, adjoint administratif principal, est nommée régisseuse de la régie de recettes instituée auprès du Centre national du microfilmage et de la numérisation, service extérieur du service interministériel des Archives de France du ministère de la Culture et de la Communication.

M<sup>me</sup> Magali Guilhot, adjointe technique de surveillance et de magasinage, est nommée adjointe à la régisseuse de recettes auprès du Centre national du microfilmage et de la numérisation.

**Art. 2.** - M<sup>me</sup> Colette Tindille percevra une indemnité de responsabilité et sera astreinte à constituer un cautionnement conformément aux dispositions de l'arrêté du 28 mai 1993 susvisé.

**Art. 3.** - Le régisseur est personnellement et pécuniairement responsable de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'il a reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'il a éventuellement effectués.

**Art. 4.** - Le directeur général des patrimoines au ministère de la Culture et de la Communication est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Pour le ministre et par délégation :

Pour le sous-directeur des affaires financières empêché :

Le chef du bureau de la qualité comptable,  
Philippe Ducluzeau

---

## **CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU**

### **Décision n° 0190-N du 3 août 2010 portant modification de la décision du 17 décembre 2003 portant organisation du Centre Pompidou.**

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 modifiée portant création du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 modifié portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu la décision du 17 décembre 2003 portant organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, ensemble les décisions modificatives des 23 juin 2004, 17 novembre 2006, 23 mars 2007 et 17 décembre 2007 ;

Vu l'avis du comité technique paritaire dans ses séances des 3 et 28 juin 2010,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'article 2 de la décision du 17 décembre 2003 portant organisation du Centre Pompidou est modifié comme suit :

« Art.2. - Le Centre Pompidou comprend deux départements : le musée national d'Art moderne-Centre de création industrielle et le département du développement culturel, et des directions.

Les directions du Centre Pompidou sont les suivantes :

- la direction des publics ;

- la direction du bâtiment et de la sécurité ;
- la direction de la communication et des partenariats ;
- la direction des éditions ;
- la direction juridique et financière ;
- la direction de la production ;
- la direction des ressources humaines ;
- la direction des systèmes d'informations et de télécommunications.

Le Centre Pompidou est doté par ailleurs d'une agence comptable. ».

**Art. 2.** - 1° L'article 4.1 de la même décision est ainsi rédigé :

« 4.1. - Le département du développement culturel a pour mission :

1° De participer, par tous moyens, à l'enrichissement et à la diffusion de la création contemporaine sous toutes ses formes comme à la réflexion sur les questions touchant à la société et à la culture contemporaines ;

2° De présenter au public, en tous lieux, toute manifestation relevant de sa mission, notamment dans les domaines du spectacle vivant, du cinéma et de l'audiovisuel, de la promotion des formes artistiques émergentes, de la réflexion sur les grandes mutations de l'art et de la culture d'aujourd'hui. ».

2° L'article 4.2 de la même décision est ainsi modifié :

« 4.2. - Le département du développement culturel est composé de trois services : le service de la parole, le service des cinémas, le service des spectacles vivants. ».

**Art. 3.** - 1° L'article 5 de la même décision est modifié comme suit :

« Art. 5. - La direction des publics

5.1. La direction des publics est chargée de :

- former les publics de demain par des actions éducatives et une programmation spécifique à destination des enfants, des adolescents et des jeunes adultes ;
- fidéliser les visiteurs et rechercher de nouveaux publics, par des actions de développement, une politique tarifaire adaptée et en favorisant l'accès des publics handicapés et du champ social ;
- proposer à tous les publics des dispositifs écrits, oraux et multimédia permettant une meilleure compréhension de la programmation du centre et de sa collection ;
- accueillir, orienter et informer les publics du centre, et surveiller les œuvres dans les galeries d'exposition et du musée ;
- participer à une meilleure connaissance des publics du centre par des enquêtes régulières.

5.2. La direction est composée de quatre services : le service de l'action éducative et de la programmation publics jeunes, le service du développement des publics, le service de l'information des publics et de la médiation, le service de l'accueil des publics. ».

**Art. 4.** - À l'article 6 de la même décision, les mots « service de l'administration » sont remplacés par les mots « service des moyens généraux ».

**Art. 5.** - 1° L'article 7 de la même décision est rédigé comme suit :

« Art. 7. - La direction de la communication et des partenariats

7.1. La direction de la communication et des partenariats propose et met en œuvre la stratégie de communication et la politique d'image de l'établissement. À ce titre, elle est garante de l'identité visuelle de l'établissement, organise la promotion des manifestations et activités du centre, réalise ou fait réaliser les supports de communication à destination des médias, se charge de l'accueil des personnalités et gère les locations d'espace. Elle est chargée des actions de développement du mécénat, du parrainage et des partenariats, du développement international ainsi que de la communication interne.

7.2. La direction comprend un service des relations publiques et des privatisations et cinq pôles : le pôle mécénat et partenariats, le pôle presse, le pôle image, le pôle communication interne, le pôle gestion. ».

**Art. 6.** - L'article 8.2 de la même décision est rédigé comme suit :

« 8.2. La direction comprend quatre services et deux pôles : le service éditorial, le service iconographie et gestion des droits, le service commercial, le service multimédia, le pôle fabrication et le pôle gestion administrative et financière. ».

**Art. 7.** - L'article 9.2 de la décision est modifié comme suit :

« 9.2. La direction est composée de quatre services : le service de l'achat public, le service des finances et du contrôle de gestion, le service juridique, le service des archives. ».

**Art. 8.** - L'article 11.2 de la même décision est modifié comme suit :

« 11.2. La direction comprend trois services et un pôle : le service du personnel, le service des carrières et de la formation, le service de médecine de prévention et le pôle des relations sociales. ».

**Art. 9.** - Dans l'article 14 de la décision, sont insérés en début de phrase, après « la directrice générale », les mots « les directeurs des départements ».

**Art. 10.** - La présente décision entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2010.

**Art. 11.** - La directrice générale, les directeurs des départements et les directeurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre national d'art  
et de culture Georges-Pompidou,  
Alain Seban

---

## CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

### Décision n° DS IL 2010-09-Adm du 31 août 2010 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 modifié ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de M<sup>me</sup> Isabelle Lemesle président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision de nomination du 17 décembre 2008 de M. Dominique Ménager, en qualité d'administrateur ;

Vu la décision du 19 juillet 2010 portant nomination de M. Dominique Ménager en qualité d'administrateur du château d'Azay-le-Rideau et du cloître de la Psalette à Tours à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - À compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010, délégation de signature est donnée à M. Dominique Ménager, en qualité d'administrateur, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts : au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service et de matériel informatique :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;

- les états liquidatifs de décompte de pénalités ;

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation dans la limite de 20 % de dérogation aux tarifs en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;

- les fiches et convention de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger ;

- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;

- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

**Art. 2.** - La présente délégation de signature est accordée pour l'administration :

- du château d'Azay-le-Rideau,
- du cloître de la Psalette à Tours,
- du château de la Motte-Tilly,
- des tours de la cathédrale de Reims,
- du palais du Tau.

**Art. 3.** - La décision n° IL Adm-1-2008-Dme du 12 janvier 2009 donnant délégation de signature à M. Gérard Cieslik est abrogée à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010.

**Art. 4.** - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, le directeur administratif juridique et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Isabelle Lemesle



**Décision n° DS IL 2010-10-Adm du 31 août 2010 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 modifié ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de M<sup>me</sup> Isabelle Lemesle président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 2 août 2010 portant nomination de M. Henry Papoulaud en qualité d'administrateur du monastère royal de Brou à compter du 2 août 2010,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M. Henry Papoulaud, en qualité d'administrateur, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts : au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service et de matériel informatique :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;

- les états liquidatifs de décompte de pénalités ;

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation dans la limite de 20 % de dérogation aux tarifs en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;

- les fiches et convention de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger ;

- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;

- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre

à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

**Art. 2.** - La présente délégation de signature est accordée pour l'administration du monastère royal de Brou.

**Art. 3.** - La décision n° IL Adm-3-2009-MND du 30 janvier 2009 donnant délégation de signature à M. Patrick Monod est abrogée.

**Art. 4.** - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, le directeur administratif juridique et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Isabelle Lemesle

**Décision n° DS IL 2010-11-Adm du 31 août 2010 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 modifié ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de M<sup>me</sup> Isabelle Lemesle président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 20 août 2010 portant nomination de M. Aymeric Peniguet de Stoutz en qualité d'administrateur du palais du Tau, des tours de la cathédrale de Reims et du domaine de la Motte-Tilly à compter du 6 septembre 2010,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - À compter du 6 septembre 2010, délégation de signature est donnée à M. Aymeric Peniguet de Stoutz, en qualité d'administrateur, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts : au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service et de matériel informatique :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;

- les états liquidatifs de décompte de pénalités ;
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation dans la limite de 20 % de dérogation aux tarifs en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;
- les fiches et convention de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger ;
- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;
- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

**Art. 2.** - La présente délégation de signature est accordée pour l'administration :

- du palais du Tau,
- des tours de la cathédrale de Reims,
- du domaine de la Motte-Tilly.

**Art. 3.** - La décision n° IL Adm-1-2008-Dme du 12 janvier 2009 donnant délégation de signature à M. Dominique Ménager est abrogée à compter du 6 septembre 2010.

**Art. 4.** - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, le directeur administratif juridique et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Isabelle Lemesle

## **Décision n° DS IL 2010-12-DREC du 31 août 2010 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 modifié ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de M<sup>me</sup> Isabelle Lemesle président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 4 mai 2010 portant création d'une direction des relations extérieures et de la communication ;

Vu la décision du 27 juillet 2010 portant nomination de M<sup>me</sup> Maxence Demerlé en qualité de directeur des relations extérieures et de la communication à compter du 13 septembre 2010,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - À compter du 13 septembre 2010, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Maxence Demerlé, directeur des relations extérieures de la communication, à l'effet de signer au nom du président du Centre des monuments nationaux et dans la limite de ses attributions :

- les engagements juridiques en recette et en dépense, d'un montant inférieur ou égal à 45 000 euros HT ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes ;
- les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent concernant les personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Maxence Demerlé, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Karine Moulin, chef du département de la communication, à l'effet de signer au nom du président du Centre des monuments nationaux et dans la limite de ses attributions :

- les engagements juridiques en recette et en dépense d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes.

**Art. 3.** - La décision n° IL 2010-10-DREC du 28 juillet 2010 est abrogée à compter du 13 septembre 2010.

**Art. 4.** - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, le directeur administratif, juridique et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Isabelle Lemesle

**Décision n° IL/DS-2010-13 du 31 août 2010 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 modifié ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de M<sup>me</sup> Isabelle Lemesle président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 25 mai 2009 portant réorganisation des services du siège du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 22 avril 2010 portant nomination de M<sup>me</sup> Christiane Naffah-Bayle, directeur scientifique,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Christiane Naffah-Bayle, directeur scientifique, à l'effet de signer au nom du président du Centre des monuments nationaux et dans la limite de ses attributions :

- les engagements juridiques en dépense et en recettes, d'un montant inférieur ou égal à 45 000 euros HT ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes ;

- les états liquidatifs de décompte de pénalités ;

- les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Christiane Naffah-Bayle, délégation de signature est donnée à M. Laurent Bergeot, chef du département des ressources scientifiques, à l'effet de signer au nom du président du Centre des monuments nationaux et dans la limite de ses attributions :

- les engagements juridiques en dépense et en recettes, d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes ;

- les états liquidatifs de décompte de pénalités ;

- les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger.

**Art. 3.** - La décision n° IL/DS-2010-6 du 2 juillet 2010 est abrogée.

**Art. 4.** - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, le directeur administratif juridique et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Isabelle Lemesle



## **ÉDUCATION ARTISTIQUE - ENSEIGNEMENT - RECHERCHE**

### **Décision du 5 juillet 2010 portant nomination des membres du comité technique paritaire de l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes.**

Le directeur,

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 86-395 du 10 mars 1986 érigeant l'École d'architecture de Nantes en établissement public à caractère administratif ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture ;

Vu le procès-verbal de la consultation du 2 juin 2010 ;

Les organisations syndicales attributaires de sièges ayant désigné les représentants titulaires et suppléants du personnel,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le comité technique paritaire de l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes est institué pour une durée de trois ans.

**Art. 2.** - Sont nommés, membres représentant l'administration :

\* En qualité de titulaires :

- Philippe Bataille, directeur général, président,
- Armelle Gendron-Maillet, directrice administrative et financière,
- Claudia Enrech, directrice du service des études,
- Raymond Leduc, responsable du service accueil et communication.

\* En qualité de suppléants :

- Amédée Legal, responsable du service NTIC,
- Anne de Chanterac, responsable du service médiathèque,
- Pascal Joanne, directeur du CERMA,
- Marcel Freydefont, maître-assistant en histoire et culture architecturale.

**Art. 3.** - Sont nommés, membres représentant le personnel au titre de l'organisation syndicale CFDT-Culture :

\* En qualité de titulaires :

- Danièle Laouenan,
- Marie-Édith Breton,
- Marine Grellet.

\* En qualité de suppléants :

- Guillaume Ertaud
- Marie-Claude Vandewalle
- Jacques Bodet

**Art. 4.** - Sont nommés, membres représentant le personnel au titre de l'organisation syndicale CGT-Culture :

\* En qualité de titulaire :

- Odile Viaud.

\* En qualité de suppléant :

- Marie-Paule Halgand.

Le directeur,  
Philippe Bataille

### **Décision du 5 juillet 2010 portant nomination des membres du comité d'hygiène et de sécurité de l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes.**

Le directeur,

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique et notamment ses articles 40 et 41 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 86-395 du 10 mars 1986 érigeant l'École d'architecture de Nantes en établissement public à caractère administratif ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture ;

Vu le procès-verbal de la consultation du 2 juin 2010 ;

Les organisations syndicales attributaires de sièges ayant désigné les représentants titulaires et suppléants du personnel,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le comité hygiène et sécurité de l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes est institué pour une durée de trois ans.

**Art. 2.** - Sont nommés, membres représentant l'administration :

\* En qualité de titulaires :

- Armelle Gendron-Maillet, directrice administrative et financière, présidente,
- Amédée Legal, responsable du service multimédia,
- Anne de Chanterac, responsable de la bibliothèque.

\* En qualité de suppléants :

- Bénédicte Colas-Bouyx, adjointe, bibliothèque,
- Daniel Siret, ingénieur de recherches au CERMA,
- Raymond Leduc, responsable du service accueil - communication.

**Art. 3.** - Sont nommés, membres représentant le personnel au titre de l'organisation syndicale CFDT-Culture :

\* En qualité de titulaire :

- Marie-Claude Vandewalle,
- Marie-Édith Breton,
- Marine Grellet.

\* En qualité de suppléant :

- Danielle Laouenan,
- Isabelle Bettschart,
- Jacques Bodet.

**Art. 4.** - Sont nommés, membres représentant le personnel au titre de l'organisation syndicale CGT-Culture :

\* En qualité de titulaire :

- Marie-Paule Halgand,
- Nathalie Aknin.

\* En qualité de suppléant :

- Elisabeth Pasquier,
- Brigitte Quintin.

Le directeur,  
Philippe Bataille

## GRAND PALAIS DES CHAMPS-ÉLYSÉES

**Décision n° 2010-11 du 19 août 2010 portant délégation de signature à titre temporaire au sein de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées.**

Le président de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2007-97 du 25 janvier 2007 portant création de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées et notamment ses articles 7, 15 et 16 ;

Vu le décret du 11 septembre 2009 portant nomination du président de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées ;

Vu l'arrêté du ministre de la Culture et de la Communication du 30 octobre 2009 portant cessation de fonctions et nomination du secrétaire général de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées ;

Vu la décision du président de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées n° 2009-21 du 23 novembre 2009 portant délégation de signature au sein de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Pendant la période d'absence de M. Fabrice Lacroix, secrétaire général de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées, du 23 août au 9 septembre 2010 inclus, délégation est donnée à M. Luc Liogier, directeur de la maîtrise d'ouvrage, à M. François Belfort, directeur des manifestations et des événements et à M<sup>me</sup> Isabelle Stibbe directrice par intérim de la communication, du mécénat et des partenariats, à l'effet de signer au nom du président de l'établissement, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les commandes, contrats, conventions et marchés et tous actes d'engagement juridique de dépenses, dans la limite d'un montant de 30 000 euros HT, sous réserve de l'obtention au préalable et par écrit du double visa, juridique et budgétaire, des deux représentants du secrétaire général habilités à cet effet ;

- les certifications du service fait, les certificats administratifs et toutes attestations liées aux activités de leurs directions.

**Art. 2.** - Pendant la période d'absence de M. Fabrice Lacroix, secrétaire général de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées, du 23 août au 9 septembre 2010 inclus, délégation est donnée à M. Guillaume Robigault, responsable des affaires administratives et des ressources humaines de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées, à l'effet de signer au nom du président de l'établissement, dans les mêmes conditions et dans la limite des attributions du secrétaire général :

- les commandes, contrats, conventions et marchés et tous actes d'engagement juridique de dépenses, dans la limite d'un montant de 30 000 euros HT, sous réserve de l'obtention au préalable et par écrit du visa juridique du représentant du secrétaire général habilité à cet effet ;

- les actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes ;

- les certifications du service fait, les attestations, les certificats administratifs et les certifications de conformité à l'original de la copie de tout document relatif à l'établissement ;

- les déclarations sociales et fiscales de toute nature et sur toute forme de support existant, ainsi que les courriers à destination des administrations fiscales et sociales ;

- les notes et courriers à destination des salariés de l'établissement.

**Art. 3.** - L'objet de la présente décision se limite à compléter, à titre temporaire, la décision du président de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées n° 2009-21 du 23 novembre 2009 susvisé.

**Art. 4.** - Les trois directeurs et le responsable des affaires administratives et des ressources humaines de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées.

Le président de l'établissement public  
du Grand Palais des Champs-Élysées,  
Jean-Paul Cluzel

## MUSÉES

**Arrêté du 17 juin 2010 fixant la composition du comité d'hygiène et de sécurité spécial des musées et domaines de Compiègne et de Blérancourt auprès du comité technique paritaire spécial de la direction générale des patrimoines.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 15 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires, notamment les articles 6, 7, 8 et 11 ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique (modifié en dernier lieu par les décrets n° 95-680 du 9 mai 1995, et n° 2001-232 du 12 mars 2001), notamment les articles 40 et 41 ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités d'hygiène et de sécurité auprès des comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein des comités d'hygiène et de sécurité spéciaux institués auprès des comités techniques paritaires du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu les procès-verbaux établis en application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu le procès-verbal de dépouillement des votes pour les élections au comité technique paritaire de la direction générale des patrimoines en date du 2 avril 2010 ;

Vu les désignations effectuées le 10 juin 2010 par le secrétaire général du syndicat CGT-Culture, et le 20 mai 2010 par le secrétaire général du syndicat SUD-Culture Solidaires,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Les membres représentant l'administration sont les suivants :

Titulaires	Suppléants
M. Emmanuel Starcky Directeur du SCN <i>Président</i>	M <sup>me</sup> Patricia Auger-Lecas Secrétaire générale du SCN <i>Secrétaire du CHS</i>
M. Jacques Kuhn munch Conservateur en chef du patrimoine	M. Frédéric Douwes Chef du service accueil et surveillance
M. Patrice Gagé Chef du service des jardins	M. Patrice Demaret Responsable du parc

**Art. 2.** - Les membres représentant le personnel sont les suivants :

Titulaires	Suppléants
<b>CGT-Culture</b>	
M. Benoît Ailloux Service des jardins	M <sup>me</sup> Brigitte Rocquencourt Adjointe technique de surveillance
M <sup>me</sup> Catherine Chouet Technicienne des services culturels	M <sup>me</sup> Sandrine Goulka Tapissière
<b>SUD-Culture Solidaires</b>	
M. Gérard Cazobon Cellule du récolement	M <sup>me</sup> Corinne Delaunay Service accueil et surveillance
M <sup>me</sup> Fatima Denis Service accueil et surveillance	M <sup>me</sup> Sophie Guerbezza
M. François Lhermitte	M. Jérôme Lambert

**Art. 3.** - Les médecins de prévention sont les suivants :

- D<sup>r</sup> Anne-Marie Poujol.

**Art. 4.** - Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Pour le ministre de la Culture et de la Communication et par délégation :  
Le directeur général des patrimoines,  
Philippe Bélaval

**Arrêté du 18 juin 2010 fixant la composition du comité d'hygiène et de sécurité spécial du musée et domaine du château de Pau auprès du comité technique paritaire spécial de la direction générale des patrimoines.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 15 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires, notamment les articles 6, 7, 8 et 11 ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique (modifié en dernier lieu par les décrets n° 95-680 du 9 mai 1995, et n° 2001-232 du 12 mars 2001), notamment les articles 40 et 41 ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif

aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités d'hygiène et de sécurité auprès des comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein des comités d'hygiène et de sécurité spéciaux institués auprès des comités techniques paritaires du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu les procès-verbaux établis en application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu le procès-verbal de dépouillement des votes pour les élections au comité technique paritaire de la direction générale des patrimoines en date du 2 avril 2010 ;

Vu les désignations effectuées le 10 juin 2010 par le secrétaire général du syndicat CGT-Culture et le 20 mai 2010 par le secrétaire général du syndicat SUD-Culture Solidaires ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Les membres représentant l'administration sont les suivants :

Titulaires	Suppléants
M. Paul Mironneau Directeur du SCN <i>Président</i>	M <sup>me</sup> Virginie Arbouin Ingénieur des services culturels
M <sup>me</sup> Cécile Latour Secrétaire générale du SCN <i>Secrétaire du CHS</i>	M. Anthony Pinasson Ingénieur des services culturels
M. Robert Mangado ABF, conservateur du domaine	M. Franck Marre Technicien des services culturels et des bâtiments de France au SDAP 64 - Pyrénées Atlantiques agence de Pau

**Art. 2.** - Les membres représentant le personnel sont les suivants :

Titulaires	Suppléants
<b>CGT-Culture</b>	
M. Laurent Jegouzo Service accueil/surveillance	M <sup>me</sup> Nathalie Milanese Service accueil/surveillance
M. Dominique Bazille Service accueil/surveillance	M. Hervé Blino
M. Benoît Laborde Service des jardins	M. Jean Barbier Service des jardins
M. Thierry Aboucaya Service accueil/surveillance	M <sup>me</sup> Évelyne Ramond Service accueil/surveillance
<b>SUD-Culture Solidaires</b>	
M. Jean-Charles Dary Service accueil/surveillance	M. Hervé Magnol Service de surveillance domaine

**Art. 3.** - Les médecins de prévention sont les suivants :

- D<sup>r</sup> Catherine Lagahe.

**Art. 4.** - Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Pour le ministre de la Culture et de la Communication et par délégation :  
Le directeur général des patrimoines,  
Philippe Bélaval



**Arrêté du 27 juillet 2010 fixant la composition du comité d'hygiène et de sécurité spécial « filière musées » auprès du comité technique paritaire spécial de la direction générale des patrimoines.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 15 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires, notamment les articles 6, 7, 8 et 11 ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique (modifié en dernier lieu par les décrets n° 95-680 du 9 mai 1995, et n° 2001-232 du 12 mars 2001), notamment les articles 40 et 41 ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités

d'hygiène et de sécurité auprès des comités paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein des comités d'hygiène et de sécurité spéciaux institués auprès des comités techniques paritaires du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu les procès-verbaux établis en application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu le procès-verbal de dépouillement des votes pour les élections au comité technique paritaire de la direction générale des patrimoines en date du 2 avril 2010 ;

Vu les désignations effectuées le 12 mai 2010 par le secrétaire général du syndicat CFDT-Culture, le 10 juin 2010 par le secrétaire général du syndicat CGT-Culture et le 10 juin 2010 par le secrétaire général du syndicat Culture Solidaires,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Les membres représentant l'administration sont les suivants :

Titulaires	Suppléants
M <sup>me</sup> Marie-Christine Labourdette Directrice chargée des musées <i>Présidente</i>	M. Pierre Provoyeur Sous-directeur de la politique des musées, service des musées de France
M. Christophe Clément Adjoint au sous-directeur de la politique des musées /pôle muséographie/service des musées de France	M <sup>me</sup> Catherine Plantard Chef du bureau du pilotage des musées nationaux
M <sup>me</sup> Marie-France Cochetoux Secrétaire générale du musée du Moyen Âge, thermes et hôtel de Cluny	M <sup>me</sup> Marion Pourtout Secrétaire générale du musée du château de Malmaison et de Bois-Préau
M <sup>me</sup> Françoise Petitou Chef du service des bibliothèques des archives et de la documentation générale des musées de France	M. Jean-François Paillet Secrétaire général du musée des Plans-Reliefs
N. Secrétaire général du MUCEM	M <sup>me</sup> Marie-Christine Joua Secrétaire générale du musée Adrien-Dubouché

**Art. 2.** - Les membres représentant le personnel sont les suivants :

Titulaires	Suppléants
<b>CFDT-Culture</b>	
M. William Cledes Musée du Moyen Âge et thermes de Cluny	M <sup>me</sup> Warda Balah-Chikha Musée du Moyen Âge et thermes de Cluny
<b>CFTC-Culture</b>	
N.	N.
<b>CGT-Culture</b>	
M. Cyril Cogneras Musée Adrien-Dubouché	M. David Fiorin Musée Fernand-Léger
M. Yann Leroux MUCEM site de Paris	M. Daniel Gousset MUCEM site de Paris
M <sup>me</sup> Élisabeth Loison Musée du Moyen Âge et des thermes de Cluny	N.
M. Michel Pascal Musée du Moyen Âge et des thermes de Cluny	N.
M <sup>me</sup> Mélanie Regis MUCEM site de Paris	N.
<b>SUD-Culture Solidaires</b>	
M <sup>me</sup> Joëlle Terol C2RMF site de Versailles	M <sup>me</sup> Nathalie Lenormand Musée du château de Malmaison et de Bois-Préau
M. Jean-François Porcher Musée Napoléonien et Muséum africain (fondation Gourgaud)	M. Pascal Alibert Musée de la Préhistoire

**Art. 3.** - Le médecin de prévention est le suivant :

- D<sup>r</sup> Marie-Dominique Lardoux.

**Art. 4.** - Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Pour le ministre de la Culture et de la Communication et par délégation :  
Le directeur général des patrimoines,  
Philippe Bélaval

**Arrêté 27 juillet 2010 fixant la composition du comité d'hygiène et de sécurité spécial du musée d'Archéologie nationale et domaine national de Saint-Germain-en-Laye auprès du comité technique paritaire spécial de la direction générale des patrimoines.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 15 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires, notamment les

articles 6, 7, 8 et 11 ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique (modifié en dernier lieu par les décrets n° 95-680 du 9 mai 1995, et n° 2001-232 du 12 mars 2001), notamment les articles 40 et 41 ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités d'hygiène et de sécurité auprès des comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein des comités d'hygiène et de sécurité spéciaux institués auprès des comités techniques paritaires du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu les procès-verbaux établis en application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 18 décembre

2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu le procès-verbal de dépouillement des votes pour les élections au comité technique paritaire de la direction générale des patrimoines en date du 2 avril 2010 ;

Vu les désignations effectuées le 4 juin 2010 par le secrétaire général du syndicat CFTC-Culture, le 10 juin 2010 par le secrétaire général du syndicat CGT-Culture,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Les membres représentant l'administration sont les suivants :

Titulaires	Suppléants
M. Patrick Périn Directeur du SCN <i>Président</i>	M. Francis Roche Secrétaire général du SCN <i>Secrétaire du CHS</i>
M. Laurent Cardine Ingénieur des services culturels	M <sup>me</sup> Clotilde Proust Chef de travaux d'art
M <sup>me</sup> Anne Staub Architecte-urbaniste de l'État	M. Gilles Becquer Chef de travaux d'art

**Art. 2.** - Les membres représentant le personnel sont les suivants :

Titulaires	Suppléants
<b>CGT-Culture</b>	
M <sup>me</sup> Virginie Greboval Technicienne des services culturels	M <sup>me</sup> Francisca Honorine Adjointe technique de surveillance
M. Carmine Macina Adjoint technique de surveillance	M <sup>me</sup> Christine Ouvrard Adjointe technique de surveillance
M <sup>me</sup> Françoise Pinson Technicienne des services culturels	M. René Raymond Adjoint technique de surveillance
<b>CFTC-Culture</b>	
M. Pascal Le Flanchec Adjoint technique	N.
<b>FSU</b>	
N.	N.

**Art. 3.** - Le médecin de prévention est le suivant :

- D<sup>r</sup> Marie-Dominique Lardoux.

**Art. 4.** - Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Pour le ministre de la Culture et de la Communication et par délégation :

Le directeur général des patrimoines,  
Philippe Bélaval



### Décision du 18 août 2010 portant délégation de signature au musée des Arts asiatiques Guimet.

Le président de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet,

Vu le décret n° 2003-1301 du 26 décembre 2003 portant création de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet, notamment son article 23 ;

Vu le décret du 28 août 2008 portant nomination du président du conseil d'administration de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet ;

Vu l'arrêté du 2 mars 2009 portant nomination de l'administrateur général de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet ;

Vu la décision du 19 mars 2009 portant délégation de signature ;

Vu la décision du 27 juillet 2009 portant délégation de signature,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sans préjudice de la délégation permanente du 19 mars 2009 donnée à M<sup>me</sup> Marie-Claude Vitoux, administrateur général, délégation est donnée à M. Denis Pautrel, directeur administratif et financier, à l'effet de signer tous bordereaux journaux transmis à l'agent comptable.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Marie-Claude Vitoux, administrateur général et de M. Denis Pautrel, directeur administratif et financier, les bordereaux journaux mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> sont signés par application des dispositions de la décision du 27 juillet 2009 portant délégation de signature.

**Art. 3.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du musée des Arts asiatiques Guimet,  
Jacques Giès

### Décision du 18 août 2010 portant délégation de signature au musée des Arts asiatiques Guimet.

Le président de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet,

Vu l'article 23 du décret n° 2003-1301 du 26 décembre 2003 portant création de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet ;

Vu les décrets du 28 août 2008 portant nomination du président du conseil d'administration de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet et du président de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation est donnée à M. Étienne Busson, chargé des affaires juridiques, à l'effet de signer, à l'exception des décisions d'attribuer ou de ne pas attribuer ces marchés :

- les courriers,
- invitations à présenter une offre, et
- actes d'engagement,

dans le cadre de la procédure de mise en concurrence (consultation) CCP n° 104 pour une exposition sur l'art du Kazakhstan : conception d'une scénographie légère et éphémère (lot 1), fourniture ou réalisation des éléments (mobilier) de cette scénographie (lot 2), de sa signalétique (lot 3) et de son soclage (lot 4).

**Art. 2.** - La présente délégation sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du musée des Arts asiatiques Guimet,  
Jacques Giès

## PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

### Arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. David Tuahivaatetonohiti).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 1<sup>er</sup> mars 2010 par la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de Nouvelle-Calédonie, SACENC,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. David Tuahivaatetonohiti, né le 16 octobre 1981 à Nouméa (98800), Nouvelle-Calédonie, de nationalité française, demeurant 8, rue Arsonval, Bas de villa Normandie, BP 4341, 98847 Nouméa Cedex, exerçant la fonction de délégué adjoint, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la

matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

**Art. 2.** - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Pour la secrétaire générale adjointe :  
La sous-directrice des affaires juridiques,  
Pascale Compagnie

**Arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Franck Maurin).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 7 avril 2010 par la Société de perception et de distribution des droits des artistes-interprètes de la musique et de la danse,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Franck Maurin, né le 25 mai 1978 à Clamart (92000), Hauts-de-Seine, de nationalité française, demeurant 18, rue de Paris, 92100 Boulogne-Billancourt, exerçant la fonction d'assistant de gestion et de contrôleur de musique enregistrée, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

**Art. 2.** - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Pour la secrétaire générale adjointe :  
La sous-directrice des affaires juridiques,  
Pascale Compagnie

**Arrêté du 28 juin 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Florent Lavigne).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, L. 331-24 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 8 juin 2010 par l'Association de lutte contre la piraterie audiovisuelle, ALPA,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Florent Lavigne, né le 1<sup>er</sup> novembre 1983 à Saint-Gaudens, de nationalité française, exerçant la fonction d'agent chargé de constater des faits de contrefaçon de droit d'auteur, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

M. Florent Lavigne est désigné par l'organisme de défense professionnelle pour procéder aux saisines mentionnées à l'article L. 331-24 du Code de la propriété intellectuelle.

**Art. 2.** - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,  
Pascale Compagnie

**Arrêté du 28 juin 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Pierre-Yves Guessant).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, L. 331-24 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration

centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 8 juin 2010 par l'Association de lutte contre la piraterie audiovisuelle, ALPA,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Pierre-Yves Guessant, né le 3 janvier 1964 à Lille (59), de nationalité française, exerçant la fonction d'agent chargé de constater des faits de contrefaçon de droit d'auteur est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

M. Pierre-Yves Guessant est désigné par l'organisme de défense professionnel susvisé pour procéder aux saisines mentionnées à l'article L. 331-24 du Code de la propriété intellectuelle.

**Art. 2.** - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,  
Pascale Compagnie

**Arrêté du 28 juin 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Jean-Paul Pelé).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, L. 331-24 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 11 juin 2010 par la Société civile des producteurs phonographiques, SCPP,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Jean-Paul Pelé, né le 4 janvier 1954 à Tours (37), de nationalité française, exerçant la fonction de responsable des enquêtes, est agréé en

vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

M. Jean-Paul Pelé est désigné par la société susvisée pour procéder aux saisines mentionnées à l'article L. 331-24 du Code de la propriété intellectuelle.

**Art. 2.** - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,  
Pascale Compagnie

**Arrêté du 28 juin 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Gérard Ganvert).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 18 mai 2010 par la Société des éditeurs et auteurs de musique, SEAM,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Gérard Ganvert, né le 19 avril 1952 à Paris (9<sup>e</sup>), de nationalité française, exerçant la fonction d'agent chargé de constater des faits de contrefaçon de droit d'auteur, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

**Art. 2.** - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,  
Pascale Compagnie

**Arrêté du 28 juin 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M<sup>me</sup> Ourdia Tararbit).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, L. 331-24 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 26 mai 2010 par la Société civile des producteurs de phonogrammes en France, SPPF,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M<sup>me</sup> Ourdia Tararbit, née le 23 juin 1964 à Issy-les-Moulineaux (92), de nationalité française, exerçant la fonction de responsable du service « phonogrammes », est agréée en vue d'être assermentée à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

M<sup>me</sup> Ourdia Tararbit est désignée par la société susvisée pour procéder aux saisines mentionnées à l'article L. 331-24 du Code de la propriété intellectuelle.

**Art. 2.** - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,  
Pascale Compagnie

**Arrêté du 6 juillet 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M<sup>me</sup> Sandra Deneufbourg).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, L. 331-24 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée par la Société pour la perception de la rémunération équitable le 2 juin 2010,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M<sup>me</sup> Sandra Deneufbourg, née le 24 avril 1967 à Cotonou (Dahomey), de nationalité française, demeurant 10, rue Jeanne d'Arc, 92310 Sèvres, exerçant la fonction d'attachée régionale, est agréée en vue d'être assermentée à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

**Art. 2.** - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la sous-directrice des affaires juridiques :  
L'adjointe à la sous-directrice des affaires juridiques,  
Maryline Guiry-Droz

**Arrêté du 8 juillet 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M<sup>me</sup> Sylvie Nard).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 31 mai 2010 par la Société des gens de lettres, SGDL,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M<sup>me</sup> Sylvie Nard, née le 18 avril 1959 à Chadrac (43), de nationalité française, exerçant la fonction de responsable de la gestion du dépôt de manuscrits, est agréée en vue d'être assermentée à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

**Art. 2.** - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,  
Pascale Compagnie



**Arrêté du 8 juillet 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Loïc Allio).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 20 mai 2010 par la Société pour la perception de la rémunération équitable,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Loïc Allio, né le 5 avril 1980 à Chambray-lès-Tours (37), de nationalité française, exerçant la fonction d'attaché régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

**Art. 2.** - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,  
Pascale Compagnie

**Arrêté du 6 août 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Pascal Brissy).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, L. 331-24 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 1<sup>er</sup> juin 2010 par le Syndicat des éditeurs de logiciels de loisirs (SELL),

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Pascal Brissy, né le 28 décembre 1969 à Lille (59), de nationalité française, demeurant 2, rue du Moulin, 60190 Estrées-Saint-Denis, exerçant la fonction de chef des enquêtes anti-piraterie, chargé de la lutte contre les contrefaçons, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

M. Pascal Brissy est désigné par l'organisme de défense professionnelle susvisé pour procéder aux saisines mentionnées à l'article L. 331-24 du Code de la propriété intellectuelle.

**Art. 2.** - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,  
Pascale Compagnie

**Arrêté du 23 août 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M<sup>me</sup> Mylène Innocente).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, L. 331-24 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 14 juin 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M<sup>me</sup> Mylène Innocente, née le 21 novembre 1972 à Foix (09), de nationalité française, exerçant la fonction d'enquêteur, est agréée en vue d'être assermentée à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

M<sup>me</sup> Mylène Innocente est désignée par la société susvisée pour procéder aux saisines mentionnées à l'article L. 331-24 du Code de la propriété intellectuelle.

**Art. 2.** - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,  
Pascale Compagnie

**Arrêté du 23 août 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M<sup>me</sup> Mylène Innocente).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, L. 331-24 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 14 juin 2010 par la Société pour l'administration du droit de reproduction mécanique des auteurs, compositeurs et éditeurs,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M<sup>me</sup> Mylène Innocente, née le 21 novembre 1972 à Foix (09), de nationalité française, exerçant la fonction d'enquêteur, est agréée en vue d'être assermentée à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

M<sup>me</sup> Mylène Innocente est désignée par la société susvisée pour procéder aux saisines mentionnées à l'article L. 331-24 du Code de la propriété intellectuelle.

**Art. 2.** - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,  
Pascale Compagnie

**Arrêté du 23 août 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Anthony Sitbon).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, L. 331-24 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 14 juin 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Anthony Sitbon, né le 27 août 1977 à Aubervilliers (93), de nationalité française, exerçant la fonction d'enquêteur, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

M. Anthony Sitbon est désigné par la société susvisée pour procéder aux saisines mentionnées à l'article L. 331-24 du Code de la propriété intellectuelle.

**Art. 2.** - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,  
Pascale Compagnie

**Arrêté du 23 août 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Anthony Sitbon).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, L. 331-24 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration

centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 14 juin 2010 par la Société pour l'administration du droit de reproduction mécanique des auteurs, compositeurs et éditeurs,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Anthony Sitbon, né le 27 août 1977 à Aubervilliers (93), de nationalité française, exerçant la fonction d'enquêteur, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

M. Anthony Sitbon est désigné par la société susvisée pour procéder aux saisines mentionnées à l'article L. 331-24 du Code de la propriété intellectuelle.

**Art. 2.** - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,  
Pascale Compagnie

**Arrêté du 23 août 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Benoît Solignac-Lecomte).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, L. 331-24 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 14 juin 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Benoît Solignac-Lecomte, né le 22 août 1952 à Versailles (78), de nationalité française, exerçant la fonction de chef du service des contrôles et des enquêtes, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

M. Benoît Solignac-Lecomte est désigné par la société susvisée pour procéder aux saisines mentionnées à l'article L. 331-24 du Code de la propriété intellectuelle.

**Art. 2.** - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,  
Pascale Compagnie

**Arrêté du 23 août 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Benoît Solignac-Lecomte).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, L. 331-24 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 14 juin 2010 par la Société pour l'administration du droit de reproduction mécanique des auteurs, compositeurs et éditeurs,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Benoît Solignac-Lecomte, né le 22 août 1952 à Versailles (78), de nationalité française, exerçant la fonction de chef du service des contrôles et des enquêtes, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

M. Benoît Solignac-Lecomte est désigné par la société susvisée pour procéder aux saisines mentionnées à l'article L. 331-24 du Code de la propriété intellectuelle.

**Art. 2.** - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,  
Pascale Compagnie

**Arrêté du 23 août 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Salah-Eddine Anteur).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, L. 331-24 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 11 juin 2010 par l'Association de lutte contre la piraterie audiovisuelle, ALPA,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Salah-Eddine Anteur, né le 15 septembre 1987 à Ténès (Algérie), de nationalité française, exerçant la fonction d'agent chargé de constater des faits de contrefaçon de droit d'auteur et de violation des droits voisins, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

M. Salah-Eddine Anteur est désigné par l'organisme de défense professionnel susvisé pour procéder aux saisines mentionnées à l'article L. 331-24 du Code de la propriété intellectuelle.

**Art. 2.** - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,  
Pascale Compagnie

**Arrêté du 23 août 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Stéphane Baracassa).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, L. 331-24 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 11 juin 2010 par la Société civile des producteurs phonographiques, SCPP,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Stéphane Baracassa, né le 19 juin 1968 à Suresnes, de nationalité française, exerçant la fonction de responsable du bureau anti-piraterie, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

M. Stéphane Baracassa est désigné par la société susvisée pour procéder aux saisines mentionnées à l'article L.331-24 du Code de la propriété intellectuelle.

**Art. 2.** - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,  
Pascale Compagnie



# Mesures d'information

## Relevé de textes parus au *Journal officiel*

### J.O n° 176 du 1<sup>er</sup> août 2010

#### Culture et communication

Texte n° 10 Arrêté du 30 juillet 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Paris-Moscou-Photographies*, à la Cité internationale des arts de Paris).

Texte n° 11 Arrêté du 30 juillet 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (collections du musée d'Alep, du musée national de Damas, du musée de Lattaquié et du musée archéologique de Palmyre (Syrie), à l'Institut du monde arabe à Paris).

#### Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 15 Décret du 29 juillet 2010 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture du Loiret (1<sup>re</sup> catégorie) (M. Michel Berge).

Texte n° 16 Décret du 29 juillet 2010 portant nomination du secrétaire général de la préfecture du Loiret (1<sup>re</sup> catégorie) (M. Antoine Guerin).

Texte n° 17 Décret du 29 juillet 2010 portant nomination du secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir (M. Blaise Gourtay).

Texte n° 19 Décret du 29 juillet 2010 portant nomination de la sous-préfète de Beaune (M<sup>me</sup> Évelyne Guyon).

Texte n° 20 Décret du 29 juillet 2010 portant nomination du sous-préfet de Péronne (M. Jean-Marc Bassaget).

Texte n° 21 Décret du 29 juillet 2010 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture du Cher (M. Matthieu Bourette).

Texte n° 22 Décret du 29 juillet 2010 portant nomination du directeur de cabinet de la préfète de l'Aude (M. Frédéric Bovet).

Texte n° 23 Décret du 29 juillet 2010 portant cessation de fonctions de la directrice de cabinet du préfet de l'Aisne (M<sup>me</sup> Salima Éburdy).

Texte n° 24 Décret du 30 juillet 2010 portant nomination du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes (1<sup>re</sup> catégorie) (M. Gérard Gavory).

### J.O n° 177 du 3 août 2010

#### Culture et communication

Texte n° 44 Arrêté du 22 juillet 2010 portant fixation du taux de la redevance d'archéologie préventive.

Texte n° 45 Arrêté du 23 juillet 2010 portant approbation d'opérations financières réalisées par les sociétés France télévisions publicité et France télévisions.

Texte n° 46 Arrêté du 23 juillet 2010 portant approbation d'opérations financières réalisées par la société France télévisions.

Texte n° 77 Décret du 2 août 2010 portant nomination du directeur du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris (M. Bruno Mantovani).

#### Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 12 Arrêté du 9 juillet 2010 modifiant l'arrêté du 5 octobre 2007 fixant les modalités d'organisation du concours externe et du concours interne de recrutement des conservateurs stagiaires, élèves de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques.

#### Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 39 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 7 juin au 11 juin 2010 (pour la culture : Création, Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 40 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 14 au 18 juin 2010 (pour la culture : Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 41 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 21 au 25 juin 2010 (pour la culture : Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 42 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 5 au 9 juillet 2010 (pour la culture : Création, Patrimoines).

### J.O n° 178 du 4 août 2010

#### Premier ministre

Texte n° 2 Arrêté du 3 août 2010 relatif à l'approbation du cahier des charges « Déploiement à titre expérimental de réseaux de desserte à très haut débit hors zones très denses ».

#### Culture et communication

Texte n° 45 Décret n° 2010-910 du 3 août 2010 modifiant le décret n° 86-616 du 12 mars 1986 instituant une aide aux quotidiens nationaux d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires.

Texte n° 46 Décision du 28 juillet 2010 portant délégation de signature (direction générale des patrimoines).

Texte n° 88 Décret du 2 août 2010 portant nomination du président de l'École nationale supérieure des arts décoratifs (M. François Henrot).

Texte n° 89 Arrêté du 31 mai 2010 portant admission à la retraite (conservateur général du patrimoine : M. Christian Derouet).

Texte n° 90 Arrêté du 31 mai 2010 portant admission à la retraite (conservatrice générale du patrimoine : M<sup>me</sup> Marie-Claude Delmas).

Texte n° 91 Arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2010 portant nomination (chef de service départemental de l'architecture et du patrimoine : M<sup>me</sup> Hélène Schmidgen-Benaut, SDAP Isère).

Texte n° 92 Arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2010 portant nomination (chef de service départemental de l'architecture et du patrimoine : M<sup>me</sup> Sophie Loubens, SDAP Drôme).

Texte n° 93 Arrêté du 8 juin 2010 portant admission à la retraite (conservatrice générale du patrimoine : M<sup>lle</sup> Cécile Souchon).

Texte n° 94 Arrêté du 5 juillet 2010 portant admission à la retraite (conservateur général du patrimoine : M. Gérard, Casimir, Désiré Ermissé).

Texte n° 95 Arrêté du 21 juillet 2010 portant admission à la retraite (conservateur en chef du patrimoine : M. Jacques, Marie, Georges, Antoine Kuhnsmunch).

#### **Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 60 Décret du 3 août 2010 portant nomination de la préfète de la Meuse (M<sup>me</sup> Colette Desprez).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 96 Arrêté du 26 juillet 2010 portant élargissement d'un accord régional (Champagne-Ardenne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

#### **J.O n° 179 du 5 août 2010**

##### **Budget, comptes publics et réforme de l'État**

Texte n° 36 Rapport relatif au décret n° 2010-919 du 3 août 2010 portant annulation de crédits.

Texte n° 37 Décret n° 2010-919 du 3 août 2010 portant annulation de crédits (pour la culture : Patrimoines).

##### **Culture et communication**

Texte n° 49 Arrêté du 21 juillet 2010 fixant le barème de la subvention d'exploitation prévu à l'article 5 du décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Texte n° 50 Arrêté du 21 juillet 2010 fixant le barème de la subvention sélective à l'action radiophonique prévu à l'article 6 du décret n° 2006-1067 du 25 août

2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Texte n° 92 Arrêté du 2 août 2010 portant cessation de fonctions au cabinet du ministre (M. Valéry Freland).

#### **J.O n° 180 du 6 août 2010**

##### **Premier ministre**

Texte n° 1 Arrêté du 4 août 2010 portant modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences.

##### **Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 95 Avis du 22 juin 2010 relatif au projet de modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences.

##### **Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Texte n° 96 Avis n° 2010-0539 du 11 mai 2010 sur le projet d'arrêté portant modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences.

#### **J.O n° 181 du 7 août 2010**

##### **Culture et communication**

Texte n° 22 Arrêté du 5 août 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Mondrian à Paris*, au Centre Pompidou, musée national d'Art moderne).

#### **J.O n° 183 du 10 août 2010**

##### **Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 11 Arrêté du 2 août 2010 approuvant les modifications apportées aux statuts d'une fondation reconnue d'utilité publique (Fondation Pierre Bergé - Yves Saint Laurent).

##### **Culture et communication**

Texte n° 19 Arrêté du 2 août 2010 relatif à l'élection des représentants du personnel au conseil d'administration du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Texte n° 35 Arrêté du 30 juin 2010 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux. Texte n° 36 Arrêté du 1<sup>er</sup> août 2010 portant nomination au cabinet du ministre (M<sup>me</sup> Claire Lamboley).

#### **J.O n° 184 du 11 août 2010**

##### **Économie, industrie et emploi**

Texte n° 18 Arrêté du 3 août 2010 portant nomination à la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'informatique et des composants électroniques (M. Jean-François Pépin).

**Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 19 Arrêté du 7 mai 2010 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial de bibliothèques : M<sup>me</sup> Marie-Luce Poupard).

Texte n° 20 Arrêté du 21 mai 2010 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial du patrimoine : M<sup>me</sup> Martine Tapie).

**J.O n° 185 du 12 août 2010****Culture et communication**

Texte n° 9 Arrêté du 3 août 2010 portant fixation de la part du produit de la redevance d'archéologie préventive affectée au Fonds national pour l'archéologie préventive.

Texte n° 30 Arrêté du 26 juillet 2010 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand (M. Dominique Perrault).

Texte n° 31 Arrêté du 26 juillet 2010 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand (MM. Dominique Perrault, Claude-Gilles Dussap, Olivier Bianchi et Rachid Kander).

Texte n° 32 Arrêté du 26 juillet 2010 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Grenoble.

Texte n° 33 Arrêté du 26 juillet 2010 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Grenoble (M. Pascal Rollet).

Texte n° 34 Arrêté du 2 août 2010 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'art de Cergy (MM. Serge Le Borgne, Michel Verjux et M<sup>me</sup> Marie Garapon).

**Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 48 Avis n° 2010-18 du 13 juillet 2010 sur le projet de contrat d'objectifs et de moyens de l'Institut national de l'audiovisuel pour la période 2010-2014.

Texte n° 49 Avis n° 2010-19 du 13 juillet 2010 sur le contrat d'objectifs et de moyens de Radio France pour la période 2010-2014.

**J.O n° 186 du 13 août 2010****Culture et communication**

Texte n° 10 Arrêté du 10 août 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Giuseppe de Nittis*, au Petit Palais, musée des Beaux-Arts de la ville de Paris).

**Justice et libertés**

Texte n° 11 Arrêté du 10 août 2010 portant détachement (Conseil d'État) (M. Philippe Barbat : chargé de mission auprès du directeur général des patrimoines, responsable des affaires administratives, générales et stratégiques du service interministériel des Archives de France).

**Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 16 Arrêté du 4 juin 2010 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial du patrimoine : M. Franck Philippeaux).

Texte n° 17 Arrêté du 25 juin 2010 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial de bibliothèques : M<sup>me</sup> Christine Soulas).

Texte n° 18 Arrêté du 25 juin 2010 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial du patrimoine : M<sup>me</sup> Dominique Hiernard).

**Conventions collectives**

Texte n° 35 Arrêté du 5 août 2010 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des télécommunications (n° 2148).

Texte n° 57 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des acteurs du lien social et familial : centres sociaux et socioculturels, associations d'accueil de jeunes enfants, associations de développement social local.

**Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 88 Décision n° 2010-609 du 13 juillet 2010 portant renouvellement de membres du comité technique radiophonique de La Réunion et de Mayotte (M<sup>me</sup> Guilène Tacoun-Catapoule).

**J.O n° 187 du 14 août 2010****Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 29 Arrêté du 21 mai 2010 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial du patrimoine : M<sup>me</sup> Marie-Aline Charier).

Texte n° 30 Arrêté du 23 juin 2010 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial du patrimoine : M<sup>me</sup> Françoise Janin).

**Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 50 Décision n° 2010-545 du 20 juillet 2010 portant extension du délai prévu à l'article 17-1 de la loi du 30 septembre 1986 dans le cadre du différend opposant la société France Télévisions et la société Numericable.

**Avis divers**

Texte n° 89 Avis d'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par l'État d'un trésor national dans le cadre de l'article 238 bis 0 A du Code général des impôts (pour le musée du Louvre : un tableau de Lucas Cranach dit l'Ancien (1472-1553), *Les Trois Grâces*, signé et daté de 1531, huile sur bois, 37 × 24,2 cm).

**J.O n° 188 du 15 août 2010****Avis divers**

Texte n° 17 Vocabulaire de l'informatique et de l'Internet (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

Texte n° 18 Vocabulaire de la culture et de la communication.

**J.O n° 190 du 18 août 2010****Affaires étrangères et européennes**

Texte n° 3 Arrêté du 2 août 2010 portant modification de l'arrêté du 30 avril 1999 fixant la liste des établissements et organismes de diffusion culturelle et d'enseignement dotés de l'autonomie financière.

**Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 11 Arrêté du 20 juillet 2010 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial du patrimoine : M<sup>me</sup> Sandrine Balan).

**Conventions collectives**

Texte n° 23 Arrêté du 6 août 2010 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des casinos (n° 2257).

Texte n° 26 Arrêté du 9 août 2010 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des professions de la photographie (n° 2162).

**J.O n° 191 du 19 août 2010****Écologie, énergie, développement durable et mer, technologies vertes et négociations sur le climat**

Texte n° 3 Arrêté du 10 août 2010 portant transfert de marchés publics de l'État à la Société du Grand Paris.

**Justice et libertés**

Texte n° 20 Arrêté du 9 août 2010 portant mise à disposition (Conseil d'État : M. Alban de Nervaux mis à disposition du ministre de la Culture et de la Communication).

**Conventions collectives**

Texte n° 36 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'animation.

Texte n° 46 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles.

**J.O n° 192 du 20 août 2010****Travail, solidarité et fonction publique**

Texte n° 9 Arrêté du 12 août 2010 fixant le nombre de places offertes en 2010 aux trois concours d'entrée à l'École nationale d'administration.

**Culture et communication**

Texte n° 12 Arrêté du 17 août 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Habiter poétiquement*, au LaM - musée d'Art moderne, d'Art contemporain et d'Art brut de Villeneuve-d'Ascq).

**Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 22 Avis relatif à un recrutement pour l'accès au corps des adjoints administratifs dans le cadre du dispositif PACTE (parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'État) (session 2010).

**J.O n° 193 du 21 août 2010****Culture et communication**

Texte n° 41 Arrêté du 16 août 2010 relatif au régime des études de l'École du Louvre.

**J.O n° 194 du 22 août 2010****Budget, comptes publics et réforme de l'État**

Texte n° 10 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours (crédits ouverts sur la période du 12 au 16 juillet 2010 (Gestion 2010) (pour la culture : Patrimoines).

Texte n° 11 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours (crédits ouverts sur la période du 19 au 23 juillet 2010 (Gestion 2010) (pour la culture : Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

**J.O n° 195 du 24 août 2010****Culture et communication**

Texte n° 9 Arrêté du 13 août 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Exposition des musées de Tourgueniev de Russie*, au musée Ivan Tourgueniev de Bougival).

**J.O n° 196 du 25 août 2010****Culture et communication**

Texte n° 32 Arrêté du 17 août 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (prorogation de l'arrêté du 30 avril 2010 NOR : MCCC1011672A).

**Avis divers**

Texte n° 89 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

**J.O n° 198 du 27 août 2010****Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 15 Décret n° 2010-966 du 26 août 2010 modifiant le décret n° 92-26 du 9 janvier 1992 portant statut particulier du corps des conservateurs des bibliothèques et du corps des conservateurs généraux des bibliothèques.

Texte n° 16 Décret n° 2010-967 du 26 août 2010 fixant l'échelonnement indiciaire du corps des conservateurs généraux des bibliothèques, du corps des conservateurs des bibliothèques et du corps des bibliothécaires.

**Culture et communication**

Texte n° 33 Arrêté du 7 juillet 2010 portant approbation d'une prise de participation financière de la société France Télévisions.

**Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 34 Arrêté du 20 août 2010 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 14 applicable aux



communes de Polynésie française et à leurs établissements publics administratifs.

#### **Economie, industrie et emploi**

Texte n° 49 Décret du 26 août 2010 portant nomination du directeur général d'un établissement public (Institut national de la propriété industrielle : M. Yves Lapiere).

#### **Travail, solidarité et fonction publique**

Texte n° 54 Arrêté du 18 août 2010 portant nomination à la commission de recours prévue à l'article 14 du décret n° 82-450 du 28 mai 1982 modifié relatif au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État.

#### **Budget, comptes publics et réforme de l'État.**

Texte n° 64 Arrêté du 23 juin 2010 portant nomination (agent comptable : M<sup>me</sup> Sylvie Huet à l'Établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 73 Arrêté du 5 août 2010 portant élargissement d'avenants à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

### **J.O n° 199 du 28 août 2010**

#### **Éducation nationale**

Texte n° 26 Arrêté du 21 juillet 2010 fixant le programme d'enseignement obligatoire au choix d'arts en classe de première littéraire, d'enseignement de spécialité au choix d'arts en classe terminale littéraire et d'enseignement facultatif d'arts au cycle terminal des séries générales et technologiques.

#### **Budget, comptes publics et réforme de l'État**

Texte n° 40 Décret n° 2010-981 du 26 août 2010 relatif au compte individuel de retraite et à la procédure de liquidation des droits à pension de retraite des fonctionnaires de l'État, des magistrats et des militaires.

#### **Culture et communication**

Texte n° 62 Décret n° 2010-993 du 26 août 2010 relatif à l'aide aux téléspectateurs permettant la continuité de la réception des services de télévision en clair diffusés par voie hertzienne terrestre en mode analogique dans les zones où celle-ci ne peut être assurée par voie hertzienne terrestre en mode numérique.

Texte n° 118 Décret du 26 août 2010 portant nomination du président de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (M. Christophe Vallet).

Texte n° 63 Décret n° 2010-994 du 26 août 2010 relatif à la commission prévue à l'article L. 132-44 du Code de la propriété intellectuelle.

#### **Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 96 Décret du 26 août 2010 portant admission à la retraite d'un préfet (M. Joël Tixier).

Texte n° 97 Décret du 26 août 2010 portant admission à la retraite d'un préfet (M. Didier Petetin).

Texte n° 98 Décret du 26 août 2010 portant cessation de fonctions du sous-préfet de Vouziers (M. Michel Richard).

Texte n° 99 Décret du 26 août 2010 portant cessation de fonctions du directeur de cabinet du préfet du Var (M. Simon Babre).

Texte n° 100 Décret du 26 août 2010 portant cessation de fonctions du directeur de cabinet du préfet d'Indre-et-Loire (M. Nicolas Chantrenne).

Texte n° 101 Décret du 26 août 2010 portant cessation de fonctions du directeur de cabinet du préfet de la Charente (M. Philippe Delvolvé).

Texte n° 102 Décret du 26 août 2010 portant nomination du sous-préfet de Calais (1<sup>re</sup> catégorie) (M. Alain Gérard).

Texte n° 103 Décret du 26 août 2010 portant nomination du sous-préfet de Vouziers (M. Joël Dubreuil).

Texte n° 104 Décret du 26 août 2010 portant nomination du sous-préfet de Saint-Pierre de La Réunion (1<sup>re</sup> catégorie) (M. Jean-Luc Lhemanne).

Texte n° 105 Décret du 26 août 2010 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne (1<sup>re</sup> catégorie) (M. Serge Gouteyron).

Texte 106 Décret du 26 août 2010 portant nomination du directeur de cabinet du préfet d'Indre-et-Loire (M. Édgar Perez).

Texte n° 107 Décret du 26 août 2010 portant nomination de la directrice de cabinet du préfet de la Charente (M<sup>me</sup> Laurence Gola de Monchy).

#### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 109 Décret du 26 août 2010 portant nomination, titularisation et affectation (conservateurs généraux des bibliothèques).

#### **Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 122 Avis n° 2010-09 du 13 avril 2010 sur un projet de modification du décret pris pour l'application de l'article 102 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au fonds d'aide à la continuité de la réception des services de télévision en clair après l'extinction de leur diffusion en mode analogique.

### **J.O n° 200 du 29 août 2010**

#### **Travail, solidarité et fonction publique**

texte n° 24 Décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés.

Texte n° 25 Décret n° 2010-998 du 26 août 2010 modifiant le décret n° 2006-501 du 3 mai 2006 relatif au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.

Texte n° 26 Décret n° 2010-999 du 27 août 2010 modifiant le décret n° 2010-235 du 5 mars 2010 relatif à la rémunération des agents publics participant, à titre d'activité accessoire, à des activités de formation et de recrutement.

#### **Culture et communication**

Texte n° 43 Arrêté du 23 août 2010 autorisant l'ouverture au titre de l'année 2010 d'un concours externe pour le recrutement de techniciens d'art du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 44 Décision du 26 août 2010 portant délégation de signature (direction générale des patrimoines).

#### **Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 56 Décision n° 2010-570 du 15 juin 2010 relative à la numérotation de services de télévision autorisés à diffuser par voie hertzienne terrestre en mode numérique dans les départements d'outre-mer.

#### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 66 Avis relatif à l'ouverture d'un recrutement d'adjoints administratifs de 2<sup>e</sup> classe de l'intérieur et

de l'outre-mer au titre de l'année 2010 par un contrat de droit public dans le cadre du PACTE (parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'État) (services localisés en région Île-de-France).

### **J.O n° 201 du 31 août 2010**

#### **Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 89 Décret du 30 août 2010 portant cessation de fonctions du sous-préfet de Saumur (M. Jean-Claude Hermet).

Texte n° 90 Décret du 30 août 2010 portant nomination du sous-préfet de Saumur (M. Guerza Abdel Kader).

Texte n° 91 Décret du 30 août 2010 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées (M<sup>me</sup> Marie-Paule Demiguel).

Texte n° 92 Décret du 30 août 2010 portant cessation de fonctions du sous-préfet de Montmorillon (M. Patrick Flot).

Texte n° 93 Décret du 30 août 2010 portant cessation de fonctions de la sous-préfète de Montbard (M<sup>me</sup> Catherine Quingué-Boppe).

Texte n° 94 Décret du 30 août 2010 portant cessation de fonctions du directeur de cabinet de la préfète de la Dordogne (M. Kenny Jean-Marie).

## Réponses aux questions écrites

### ASSEMBLÉE NATIONALE

**JO AN du 3 août 2010**

Réponses aux questions de :

- M. Christian Vanneste sur la politique que le Gouvernement compte engager au sujet du droit d'auteur.

(Question n° 2949-14.08.2007).

- M. Thierry Lazaro sur l'intérêt que présente la réflexion de la Cour des comptes tendant à la réforme des instruments et des services du ministère de la Culture dédiés à la conduite des grands chantiers, notamment par la mise en place d'un document d'orientation pluriannuel à l'échelle du ministère et de ses établissements publics afin d'asseoir la programmation des différents chantiers dans un cadre cohérent.

(Question n° 16407-12.02.2008).

- M. Thierry Lazaro sur l'intérêt que présente la réflexion de la Cour des comptes tendant à la réforme des instruments et des services du ministère de la Culture dédiés à la conduite des grands chantiers, notamment par la généralisation de schémas directeurs de site sur le modèle de celui de l'établissement public du domaine national de Versailles.

(Question n° 16408-12.02.2008).

- M. Thierry Lazaro sur l'intérêt que présente la réflexion de la Cour des comptes tendant à la réforme des instruments et des services du ministère de la Culture dédiés à la conduite des grands chantiers, notamment en veillant, avant tout engagement de programme, à ce que le projet scientifique et culturel ait été élaboré, concerté et validé, en prenant en compte à la fois l'état sanitaire du bâtiment et les contraintes tenant à la sécurité des équipements et, le cas échéant, des collections, aussi bien que des usagers.

(Question n° 16409-12.02.2008).

- M. Thierry Lazaro sur l'intérêt que présente la réflexion de la Cour des comptes tendant à la réforme des instruments et des services du ministère de la Culture dédiés à la conduite des grands chantiers, en clarifiant les conditions, notamment budgétaires, dans lesquelles les grands établissements publics culturels

sont appelés à exercer leur propre maîtrise d'ouvrage ou doivent être incités à utiliser les moyens du ministère suivant une logique de mutualisation des moyens et des compétences.

(Question n° 16410-12.02.2008).

- M<sup>me</sup> Maryse Joissains-Masini sur le projet de loi « Diffusion et protection de la création sur Internet » qui vise à modifier certains aspects du Code de la propriété intellectuelle.

(Question n° 48225-05.05.2009).

- M. Thierry Lazaro sur le nombre de personnes, fonctionnaires et contractuels, qui ont bénéficié en 2008 de plans de formation professionnelle continue, tant au sein de son ministère que des administrations et services en dépendant.

(Question n° 53179-23.06.2009).

- M. Marc Le Fur sur la suppression de commissions administratives au sein de son ministère.

(Question n° 54492-07.07.2009).

- M. Thierry Lazaro sur les propositions formulées par la Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés (FNATH) lors de son 45<sup>e</sup> congrès national.

(Question n° 62199-27.10.2009).

- M. Jean-Pierre Giran sur l'état de conservation de l'obélisque de Paris et des restaurations susceptibles d'être menées afin de sauver ce témoignage exceptionnel du génie de la civilisation égyptienne.

(Question n° 66047-08.12.2009).

- M. Bernard Carayon sur bilan de la politique d'accès à la culture à l'hôpital.

(Question n° 66401-15.12.2009).

- M. Georges Ginesta sur l'état de conservation de l'obélisque de Paris et des restaurations susceptibles d'être menées afin de sauver ce témoignage exceptionnel du génie de la civilisation égyptienne.

(Question n° 66769-15.12.2009).

- M. Jean-Jacques Urvoas sur la teneur du rapport du département des études de la prospective et des statistiques (Deps) du ministère de la Culture, intitulé « Cartes et chèques culture : dispositifs et mise en œuvre ».

(Question n° 69343-26.01.2010).

- M. Philippe Folliot sur le bilan de la politique d'accès à la culture à l'hôpital.

(Question n° 71226-16.02.2010).

- M. Daniel Boisserie sur les mesures prévues pour permettre une amélioration de la situation des sourds et malentendants dans le domaine des programmes télévisés.

(Question n° 73501-09.03.2010).

- M. Christian Vanneste sur les liens entre des membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et des chaînes de télévision.

(Question n° 74358-23.03.2010).

- M. André Wojciechowski sur les difficultés que rencontrent actuellement les radios associatives pour financer le coût de la numérisation.

(Question n° 75514-06.04.2010).

- M. André Wojciechowski sur l'annonce que vient de faire notre voisin allemand pour le renforcement significatif de sa présence au sein de la bibliothèque numérique européenne, en créant d'ici à 2011 une bibliothèque virtuelle allemande.

(Question n° 77284-27.04.2010).

- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur la mise en place, dans les territoires les moins favorisés, de « contrats territoires-lecture » dans le cadre des quatorze propositions pour développer « le goût de lire ».

(Question n° 78685-18.05.2010).

- M. Jacques Remiller sur l'animation des bibliothèques et des médiathèques à travers le pays.

(Question n° 78686-18.05.2010).

- M. Christian Bataille sur les difficultés rencontrées par les sourds et malentendants pour accéder aux actualités télévisées et notamment aux informations régionales, en particulier dans le département du Nord.

(Question n° 79716-01.06.2010).

- M. Axel Poniatowski sur les discussions actuellement engagées entre la Bibliothèque nationale de France et l'entreprise américaine Google en vue de mettre en place un plan de numérisation de son fonds.

(Question n° 80759-15.06.2010).

- M. Bernard Reynès sur l'inquiétude éprouvée par les défenseurs du provençal concernant la sauvegarde d'une pluralité des langues d'oc.

(Question n° 81528-22.06.2010).

#### **JO AN du 10 août 2010 :**

Réponses aux questions de :

- MM. Thierry Lazaro, Jean-Louis Touraine, Philippe Vuilque, Patrick Lebreton, Michel Voisin et François Lamy sur un éventuel projet pour réglementer les publicités alimentaires aux heures où les enfants sont

devant les postes de télévision pour lutter contre l'obésité infantile.

(Questions n°s 5958-02.10.2007 ; 22520-06.05.2008 ; 23924-25.05.2008 ; 24935-10.06.2008 ; 29561-12.08.2008 ; 32754-14.10.2008).

- M. Jean-Jacques Urvoas sur la teneur du rapport du département des études de la prospective et des statistiques (Deps) du ministère de la Culture, intitulé « Cartes et chèques culture : dispositifs et mise en œuvre ».

(Question n° 69344-26.01.2010).

- M<sup>me</sup> Joëlle Ceccaldi-Raynaud sur le bilan de la loi n° 2003-709 relative au mécénat, aux associations et aux fondations notamment sur le montant des sommes mécénées ainsi que sur le coût pour l'État lié aux déductions fiscales pour les années 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008 et 2009.

(Question n° 75125-30.03.2010).

- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur le groupe de travail chargé de formuler des propositions pour favoriser l'accès des librairies à la commande publique.

(Question n° 77464-27.04.2010).

- M. André Wojciechowski sur les dispositions qui pourraient être prises pour la défense et l'usage de la langue française.

(Question n° 80406-08.06.2010).

#### **JO AN du 17 août 2010 :**

Réponses aux questions de :

- M. Francis Saint-Léger sur les grands projets architecturaux qui vont être lancés dans les années à venir. Il désire connaître ses intentions en la matière.

(Question n° 62974-10.11.2009).

- M<sup>me</sup> Joëlle Ceccaldi-Raynaud sur les préconisations de Christine Albanel sur l'avenir du livre en ligne.

(Question n° 78001-04.05.2010).

- M. Alain Bocquet sur la question du rayonnement de la langue française.

(Question n° 79747-01.06.2010).

#### **JO AN du 26 août 2010 :**

Réponses aux questions de :

- M. Yvan Lachaud sur la dégradation d'un certain nombre d'édifices religieux.

(Question n° 29151-05.08.2008).

- M. Régis Juanico sur l'Agence France Presse (AFP).

(Question n° 47116-21.04.2009).

- M. Jean-Claude Fruteau sur les possibles contradictions entre le projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet et la législation européenne.

(Question n° 49737-19.05.2009).



- M. Michel Liebgott sur le projet de loi de création et Internet.  
(Question n° 49739-19.05.2009).
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur le déploiement de la radio numérique.  
(Question n° 51955-16.06.2009).
- M. Jean-Claude Fruteau sur les conséquences du projet de suppression de l'avis conforme des architectes des Bâtiments de France.  
(Question n° 56464-28.07.2009).
- M<sup>me</sup> Geneviève Gaillard sur les inquiétudes persistantes relatives au projet de suppression de l'obligation d'avis conforme des architectes des Bâtiments de France (ABF).  
(Question n° 57011-04.08.2009).
- M. Jean-Claude Flory sur les observations pouvant être faites par un architecte des Bâtiments de France.  
(Question n° 57339-11.08.2009).
- M. Pierre-Alain Muet sur les conséquences du projet de suppression de l'avis conforme des architectes des Bâtiments de France (ABF).  
(Question n° 58653-15.09.2009).
- M. Thierry Lazaro sur les propositions formulées par la Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés (FNATH) lors de son 45<sup>e</sup> congrès national.  
(Question n° 62198-27.10.2009).
- M. Michel Raison sur la possibilité de diffuser *via* la TNT des chaînes étrangères.  
(Question n° 71918-23.02.2010).
- M. Jean-Jacques Candelier sur la restriction des bourses pour les étudiants.  
(Question n° 73905-16.03.2010).
- M<sup>me</sup> George Pau-Langevin sur la situation très difficile des étudiants en école d'architecture titulaire d'une bourse.  
(Question n° 73907-16.03.2010).
- M. François Brottes sur le relèvement du seuil anti-concentration de la radio analogique.  
(Question n° 75513-06.04.2010).
- M. Lionel Tardy sur le rapport d'application de la loi n° 2009-258 du 5 mars 2009 relative à l'audiovisuel.  
(Question n° 75515-06.04.2010).
- M. Bernard Depierre sur le plafond légal de concentration en radio  
(Question n° 76190-13.04.2010).
- M. Bernard Gérard sur la situation des radios indépendantes et locales menacées de disparition.  
(Question n° 76191-13.04.2010).
- M. Bernard Carayon sur la menace qui pèse sur le secteur des radios indépendantes, par la volonté de quelques groupes d'obtenir le relèvement du plafond légal de concentration en radio.  
(Question n° 76672-20.04.2010).
- M. Maxime Gremetz sur la pluralité de la radio.  
(Question n° 76673-20.04.2010).
- M<sup>me</sup> Pascale Crozon sur le plafond de concentration des groupes de radiodiffusion.  
(Question n° 76673-20.04.2010).
- M<sup>me</sup> Delphine Batho sur les inquiétudes des radios indépendantes au regard des projets de relèvement du plafond légal de concentration en radio.  
(Question n° 76675-20.04.2010).
- M. Jean-Marie Morisset sur la menace qui pèse aujourd'hui sur le secteur des radios indépendantes.  
(Question n° 77296-27.04.2010).
- M. Dino Cinieri sur le déploiement de la radio numérique terrestre.  
(Question n° 77297-27.04.2010).
- M. Guillaume Garot sur le relèvement du plafond légal de concentration en radio.  
(Question n° 77680-04.05.2010).
- M<sup>me</sup> Martine Martinel sur les inquiétudes des radios indépendantes au regard des projets de relèvement du plafond légal de concentration en radio.  
(Question n° 78199-11.05.2010).
- M. François Calvet sur la volonté de quelques groupes d'obtenir le relèvement du plafond légal de concentration en radio.  
(Question n° 78200-11.05.2010).
- M. Yvan Lachaud sur les inquiétudes pesant sur la survie du secteur des radios indépendantes.  
(Question n° 79071-25.05.2010).
- M. André Wojciechowski sur l'avenir des petites salles de cinéma dans le contexte du passage à la procédure numérique.  
(Question n° 79972-08.06.2010).
- M. Jean Grenet sur l'équipement en numérique des petites et moyennes salles de cinéma.  
(Question n° 79973-08.06.2010).
- M<sup>me</sup> Danielle Bousquet sur l'hôtel de la Marine, situé place de la Concorde à Paris.  
(Question n° 80214-08.06.2010).
- M. Marc Le Fur sur les délais de paiement de l'État à l'égard de ses fournisseurs.  
(Question n° 80238-08.06.2010).
- M. Jean-Pierre Abelin sur le passage des salles de cinéma à la projection numérique.  
(Question n° 80762-15.06.2010).
- M. Jean-Christophe Lagarde sur l'avenir des petites salles de cinéma dans le contexte actuel du passage à la projection numérique.  
(Question n° 80763-15.06.2010).

**JO AN du 31 août 2010**

- M. Jean Grenet sur l'équipement en numérique des petites et moyennes salles de cinéma.  
(Question n° 78200-11.05.2010).
- M. Michel Hunault sur les perspectives du cinéma français pour l'année 2010.  
(Question n° 81410-22.06.2010).
- M. Michel Hunault sur les crédits susceptibles d'être alloués au Centre national de la cinématographie (CNC) au master numérique pour permettre aux films français les plus fragiles d'être copiés et programmés dans les salles numérisées.  
(Question n° 81432-22.06.2010).
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur la première édition de la manifestation « À vous de lire ! » organisée du 27 au 30 mai 2010.  
(Question n° 81535-22.06.2010).
- M. Jean-Jacques Urvoas sur le projet en 2007 de M. Christian Estrosi, alors secrétaire d'État à l'outre-mer, de faire revenir en France les cendres de Napoléon III.  
(Question n° 81902-22.06.2010).
- M<sup>me</sup> Marie-George Buffet sur les conséquences du passage à la technologie numérique pour les salles de cinéma.  
(Question n° 82911-06.07.2010).
- M. François Sauvadet sur les inquiétudes pesant sur la survie du secteur des radios indépendantes.  
(Question n° 82922-06.07.2010).
- M. Thierry Mariani sur les vives préoccupations exprimées par les membres du syndicat national du commerce de l'antiquité.  
(Question n° 83506-06.07.2010).
- M. André Wojciechowski sur l'importance de l'équipement numérique des salles de cinéma.  
(Question n° 83580-13.07.2010).
- M. Daniel Boisserie sur la situation de la société Start, premier opérateur radiophonique indépendant français.  
(Question n° 83600-13.07.2010).
- M. Jean Grellier sur les inquiétudes des radios indépendantes au regard des projets de relèvement du plafond légal de concentration en radio.  
(Question n° 83601-13.07.2010).
- M. Jack Lang sur le plafond de concentration des groupes de radiodiffusion.  
(Question n° 83602-13.07.2010).
- M. Didier Quentin sur l'avenir du « parler saintongeais ».  
(Question n° 83657-13.07.2010).

- M<sup>me</sup> Jacqueline Fraysse sur la nécessité de rendre applicable au plus vite, l'exception pédagogique prévue dans la loi « Droits d'auteur et droits voisins dans la société de l'information » (DADVSI).  
(Question n° 40127-20.01.2009).
- MM. Dino Cinieri, Philippe Vuilque et Jean-Claude Fruteau, sur la problématique de l'identification des adresses IP procédant à des téléchargements illégaux sur Internet.  
(Questions n<sup>os</sup> 49738 -19.05.2009 ; 54728- 07.07.2009 ; 56398-28.07.2009).
- M. Jean-Claude Guibal et M<sup>me</sup> Joëlle Ceccaldi-Raynaud sur une première évaluation des effets de la loi Hadopi sur les pratiques des internautes français.  
(Questions n<sup>os</sup> 75413-30.03.2010 ; 75414-30.03.2010).
- M. Éric Raoult sur les annonces publicitaires pour les campagnes de collecte financière, suite à des drames humanitaires.  
(Question n° 63356-10.11.2009).
- M<sup>me</sup> Muriel Marland-Militello sur l'avenir des stations de radio indépendantes dans le contexte de la mise en place de la radio numérique terrestre (RNT).  
(Question n° 74360-23.03.2010).
- M. René Dosièr sur la rénovation du palais de l'Élysée.  
(Question n° 75074-30.03.2010).
- M. Christian Vanneste sur la question de la neutralité du réseau de transmission des films.  
(Question n° 75497-06.04.2010).
- M<sup>me</sup> Marie-Lou Marcel sur la demande de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture d'être associée aux réflexions relatives à l'avenir des salles de cinéma.  
(Question n° 76178-13.04.2010).
- M. Jean-Claude Flory sur le passage à la radio numérique terrestre, technologie qui devrait être diffusée dès 2010, conduisant la population à remplacer ses récepteurs par de nouveaux modèles.  
(Question n° 76192-13.04.2010).
- MM. Michel Issindou (question transmise), Christophe Sirugue (question transmise), M<sup>me</sup> Claude Darciaux (question transmise), M. Laurent Hénart (question transmise), M<sup>me</sup> Françoise Guégot (question transmise), MM. Rémi Delatte (question transmise), François Loos, Franck Reynier (question transmise), M<sup>me</sup> Sandrine Hurel (question transmise), MM. Armand Jung (question transmise), Christophe Bouillon (question transmise), Daniel Paul (question

transmise), M<sup>me</sup> Martine Carrillon-Couvreur (question transmise), MM. Jean-Pierre Nicolas, Antoine Herth (question transmise), Yvan Lachaud, Michel Sordi (question transmise) et François Sauvadet sur les conséquences, pour les salons de coiffure, de l'augmentation de la contribution versée à la SPRE (Société pour la perception de la rémunération équitable) au titre des droits des artistes interprètes et des producteurs de disques.

(Questions n<sup>os</sup> 77106-20.04.2010 ; 78518-11.05.2010 ; 78519-11.05.2010 ; 78520-11.05.2010 ; 78914-18.05.2010 ; 78916-18.05.2010 ; 78917- 8.05.2010 ; 78918-18.05.2010 ; 78919-18.05.2010 ; 79295-25.05.2010 ; 79300-25.05.2010 ; 81247-15.06.2010 ; 82002-22.06.2010 ; 82003-22.06.2010 ; 82004-22.06.2010 ; 82685-29.06.2010 ; 83353-06.07.2010 ; 83360-06.07.2010).

- MM. Francis Hillmeyer, Bruno Bourg-Broc, Marc Vampa, Bernard Perrut, Gérard Menuel, Armand Jung, M<sup>me</sup> Sylvie Andrieux, M. Gabriel Biancheri, M<sup>me</sup> Gisèle Biémouret, MM. Rudy Salles, Philippe Vitel, François Vannson, Didier Quentin, Daniel Boissérie, M<sup>mes</sup> Sophie Delong, Pascale Crozon, MM. Rudy Salles, Paul Jeanneteau, M<sup>me</sup> Catherine Quéré, M. André Wojciechowski, M<sup>mes</sup> Catherine Génisson, Catherine Lemorton, MM. Raymond Durand et Antoine Herth sur le nouveau barème de licence pour les lieux publics sonorisés qui va pénaliser les associations.

(Questions n<sup>os</sup> 78521-11.05.2010 ; 79296-25.05.2010 ; 79297-25.05.2010 ; 79298-25.05.2010 ; 79299-25.05.2010 ; 79812-01.06.2010 ; 79815-01.06.2010 ; 82680-29.06.2010 ; 82681-29.06.2010 ; 82682-29.06.2010 ; 82683-29.06.2010 ; 82684-29.06.2010 ; 82686-29.06.2010 ; 83354-06.07.2010 ; 83355-06.07.2010 ; 83357-06.07.2010 ; 83358-06.07.2010 ; 83359-06.07.2010 ; 84086-13.07.2010 ; 84088-13.07.2010 ; 84090-13.07.2010 ; 84091-13.07.2010 ; 84092-13.07.2010 ; 84095-13.07.2010).

- M. Jacques Remiller sur l'annonce faite par les allemands pour le renforcement significatif de sa présence au sein de la bibliothèque numérique européenne.

(Question n<sup>o</sup> 78684-18.05.2010).

- M. Élie Aboud sur le nombre croissant de jeunes dépendants des nouvelles technologies, au point de présenter les symptômes d'une véritable addiction (question transmise).

(Question n<sup>o</sup> 79070-25.05.2010).

- MM. Michel Ménard, Guillaume Garot, Éric Diard, Michel Raison, Jean Proriol, Michel Destot, Claude Bartolone, Fernand Siré, Pascal Terrasse, Philippe Vigier, Christophe Guilloteau et Bernard Carayon sur

les inquiétudes des généalogistes face à la possibilité de remise en cause du libre accès aux données d'archives publiques (numériques, notamment) et de leur réutilisation libre et gratuite par le public.

(Questions n<sup>os</sup> 80425-08.06.2010 ; 80426-08.06.2010 ; 80427-08.06.2010 ; 80428-08.06.2010 ; 80429-08.06.2010 ; 81163-15.06.2010 ; 81165-15.06.2010 ; 81896-22.06.2010 ; 82570-29.06.2010 ; 82571-29.06.2010 ; 83231-06.07.2010 ; 8232-06.07.2010).

- M. Bernard Perrut sur la progression croissante des jeux vidéo, notamment parmi la jeunesse (question transmise).

(Question n<sup>o</sup> 80786-15.06.2010).

- M. Éric Raoult sur la nécessité de modifier la législation de la recherche par détecteur de métaux des vestiges métalliques.

(Question n<sup>o</sup> 81936- 22.06.2010).

- M. Michel Hunault sur les aides consacrées par le Gouvernement au secteur essentiel pour la vitalité de la démocratie française que représente la distribution de la presse (question transmise).

(Question n<sup>o</sup> 81983-22.06.2010).

- M. Jean-Jacques Urvoas sur sa réponse à la question n<sup>o</sup> 61762 relative aux aides apportées par l'État en faveur de la préservation et de la promotion des langues régionales.

(Question n<sup>o</sup> 82967-06.07.2010).

- M. Jean-Jacques Urvoas sur le Conseil national des langues et cultures régionales, institué par le décret n<sup>o</sup> 85-1006 du 23 septembre 1985.

(Question n<sup>o</sup> 83984-3.07.2010).

- M. Philippe Vuilque sur le passage des salles de cinéma à la projection numérique.

(Question n<sup>o</sup> 84275-20.07.2010).

- M<sup>me</sup> Marie-Lou Marcel, MM. Philippe Vuilque, Alain Suguenot, Didier Quentin, Jean-Louis Idiart, Maurice Leroy et M<sup>me</sup> Martine Carrillon-Couvreur sur les inquiétudes des radios indépendantes au regard des projets de relèvement du plafond légal de concentration en radio.

(Questions n<sup>os</sup> 84289-20.07.2010 ; 84290-20.07.2010 ; 84291-20.07.2010 ; 84292-20.07.2010 ; 84916-27.07.2010 ; 84917-27.07.2010 ; 85437-03.08.2010).

- M<sup>me</sup> Marylise Lebranchu, MM. Richard Mallié et Gabriel Biancheri sur les inquiétudes des antiquaires, des marchands, des galeries et des artisans d'art quant à la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques.

(Questions n<sup>os</sup> 84891-20.07.2010 ; 85387-27.07.2010 ; 85388-27.07.2010).

**SÉNAT****JO S du 5 août 2010**

Réponse à la question de :

- M<sup>me</sup> Françoise Cartron sur l'avenir des centres de développement chorégraphique.  
(Question n° 13601-25.05.2010).

**JO S du 19 août 2010**

Réponses aux questions de :

- M<sup>me</sup> Catherine Tasca sur la question délicate du plafond légal de concentration de la radio.  
(Question n° 12973-15.04.2010).
- M. Robert Navarro sur l'avenir de l'émission « Rue des entrepreneurs ».  
(Question n° 13274-06.05.2010).
- M. Roland Courteau sur la couverture actuelle par la TNT du département de l'Aude, avec l'arrêt de la diffusion analogique au 30 novembre 2011.  
(Question n° 13364-06.05.2010).
- M. Dominique Leclerc sur la remise en cause potentielle du plafond de concentration dans le secteur radiophonique.  
(Question n° 13390-06.05.2010).
- M. Marcel-Pierre Cléach sur la vive inquiétude manifestée par les radios indépendantes qui redoutent un relèvement du plafond légal de concentration en radio.  
(Question n° 13467-13.05.2010).
- M. Jean-Luc Fichet sur les conséquences de la suppression de l'avis conforme des architectes des Bâtiments de France (ABF) dans l'élaboration des documents d'urbanisme.  
(Question n° 13695-03.06.2010).
- M. Yves Krattinger sur les conditions de réutilisation par des tiers des archives publiques conservées par les archives départementales.  
(Question n° 13795-10.06.2010).

- M. Yves Chastan sur la numérisation possible des documents d'archives par des sociétés privées.  
(Question n° 13871-17.06.2010).

- M. Michel Boutant sur l'accès aux documents des archives publiques.  
(Question n° 13893-17.06.2010).

- M. Charles Gautier sur les nouvelles évolutions réglementaires en terme d'accès aux documents d'archives.  
(Question n° 13939-17.06.2010).

- M. Thierry Repentin sur les inquiétudes des généalogistes devant la proposition (rapport de la commission Ory-Lavollée) de mettre en place des licences payantes pour la réutilisation des données d'archives publiques.  
(Question n° 13965-17.06.2010).

- M. Bernard Piras sur l'inquiétude suscitée par le rapport de la commission Ory-Lavollée auprès des généalogistes, archivistes, historiens et utilisateurs des fonds d'archives.  
(Question n° 14095-24.06.2010).

- M. Yves Daudigny sur la numérisation possible des documents d'archives publiques par des entreprises privées.  
(Question n° 14174-01.07.2010).

- M<sup>me</sup> Françoise Laborde sur l'éventuel relèvement du plafond de concentration dans le secteur radiophonique.  
(Question n° 14369-08.07.2010).

**JO S du 26 août 2010**

Réponses aux questions de :

- M. Michel Bécot sur les préoccupations exprimées par les généalogistes, en ce qui concerne l'accès libre et gratuit aux archives publiques.  
(Question n° 14396-15.07.2010).
- M<sup>me</sup> Nicole Borvo Cohen-Seat sur la réutilisation commerciale des archives publiques.  
(Question n° 14455-15.07.2010).

# Bulletin officiel



## Coupon d'abonnement (1)

**Nom, prénom :** .....  
(ou service destinataire)

**Pour un renouvellement, n° d'abonné :** .....

**Adresse complète :** .....

**Adresse de livraison (si différente) :** .....

**Téléphone :** .....

**Profession (2) :** .....

**Nombre d'abonnements souhaités :** ..... x 50€ = ..... pour l'année .....

**Date et signature (3).**

(1) À retourner au ministère de la Culture et de la Communication, SG, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la Culture et de la Communication est à envoyer au ministère de la Culture et de la Communication, SG, Bureau du fonctionnement des services, **M<sup>me</sup> Christine Sosson**, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.